

#### GAVI Alliance

# Rapport de situation annuel 2011

présenté par

# le Gouvernement de République Centrafricaine

Année faisant l'objet du rapport: 2011
Demande de soutien pour l'année: 2013
Date de présentation: 23/05/2012

Date limite de présentation: 22/05/2012

Veuillez soumettre le RAS 2011 à l'aide de la plateforme en ligne <a href="https://AppsPortal.gavialliance.org/PDExtranet">https://AppsPortal.gavialliance.org/PDExtranet</a>

Pour toute question, prière de s'adresser à: <a href="mailto:apr@gavialliance.org">apr@gavialliance.org</a> ou aux représentants d'un partenaire de GAVI Alliance. Les documents peuvent être portés à la connaissance des partenaires de GAVI Alliance, de ses collaborateurs et du public. Le rapport de situation annuel et ses annexes doivent être présentés en anglais, espagnol, français ou russe.

**Note**: Nous vous invitons à utiliser les rapports de situation annuel précédents et les demandes approuvées de soutien de GAVI comme documents de référence. La copie électronique des précédents rapports annuels et des demandes de soutien de GAVI approuvées sont disponibles à l'adresse <a href="http://www.gavialliance.org/country/">http://www.gavialliance.org/country/</a>

Le Secrétariat de GAVI est dans l'impossibilité de retourner les documents présentés et les pièces jointes au pays. Sauf mention contraire, les documents seront communiqués aux partenaires de GAVI Alliance et au public.

# GAVI ALLIANCE CLAUSES ET CONDITIONS DE L'ALLOCATION

#### FINANCEMENT UTILISÉ UNIQUEMENT POUR DES PROGRAMMES APPROUVÉS

Le pays présentant la demande (« le Pays ») confirme que tous les fonds fournis par GAVI Alliance au titre de la présente demande seront utilisés et appliqués dans le seul but de réaliser le(s) programme(s) décrit(s) dans la demande de soutien du pays. Toute modification substantielle du/des programme(s) approuvé(s) devra être révisée et approuvée au préalable par GAVI Alliance. Toutes les décisions de financement pour cette demande sont du ressort du Conseil de GAVI Alliance et sont subordonnées aux procédures du CEI et à la disponibilité des fonds.

#### AMENDEMENT À LA PRÉSENTE PROPOSITION

Le pays avertira GAVI Alliance par le biais de son rapport de situation annuel s'il souhaite proposer des changements à la description du/des programme(s) dans la présente demande de soutien. L'Alliance instrumentera toute modification qu'elle aura approuvée et la proposition du pays sera amendée.

#### REMBOURSEMENT DES FONDS

Le pays accepte de rembourser à GAVI Alliance tous les fonds qui ne sont pas utilisés pour le(s) programme(s) décrit(s) dans la présente demande. Le remboursement par le pays s'effectuera en dollars des États-Unis, à moins que GAVI Alliance n'en décide autrement, dans les soixante jours après réception par le pays de la demande de remboursement de GAVI Alliance. Les fonds remboursés seront versés sur le(s) compte(s) désigné(s) par GAVI Alliance

#### SUSPENSION/RÉSILIATION

L'Alliance peut suspendre tout ou partie de ses financements au pays si elle a des raisons de soupçonner que les fonds ont été utilisés dans un autre but que pour les programmes décrits dans la présente demande ou toute modification de cette demande approuvée par GAVI. GAVI Alliance se réserve le droit de mettre fin à son soutien au pays pour les programmes décrits dans la présente demande si des malversations des fonds de GAVI Alliance sont confirmées.

#### **LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Le pays confirme que les fonds apportés par GAVI Alliance ne seront en aucun cas offerts par lui à des tiers, et qu'il ne cherchera pas non plus à tirer des présents, des paiements ou des avantages directement ou indirectement en rapport avec cette demande qui pourraient être considérés comme une pratique illégale ou une prévarication.

#### **CONTRÔLE DES COMPTES ET ARCHIVES**

Le pays réalisera des vérifications annuelles des comptes et les transmettra à GAVI Alliance, conformément aux conditions précisées. L'Alliance se réserve le droit de se livrer par elle-même ou au travers d'un agent à des contrôles des comptes ou des évaluations de la gestion financière afin d'assurer l'obligation de rendre compte des fonds décaissés au pays.

Le pays tiendra des livres comptables précis justifiant l'utilisation des fonds de GAVI Alliance. Le pays conservera ses archives comptables conformément aux normes comptables approuvées par son gouvernement pendant au moins trois ans après la date du dernier décaissement de fonds de GAVI Alliance. En cas de litige sur une éventuelle malversation des fonds, le pays conservera ces dossiers jusqu'à ce que les résultats de l'audit soient définitifs. Le pays accepte de ne pas faire valoir ses privilèges documentaires à l'encontre de GAVI Alliance en rapport avec tout contrôle des comptes.

#### CONFIRMATION DE LA VALIDITE JURIDIQUE

Le pays et les signataires pour le Gouvernement confirment que la présente demande de soutien est exacte et correcte et représente un engagement juridiquement contraignant pour le pays, en vertu de ses lois, à réaliser les programmes décrits dans la présente demande.

#### CONFIRMATION DU RESPECT DE LA POLITIQUE DE GAVI ALLIANCE SUR LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILITÉ

Le pays confirme qu'il a pris connaissance de la politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité et qu'il en respectera les obligations.

#### **UTILISATION DE COMPTES BANCAIRES COMMERCIAUX**

Il incombe au Gouvernement du pays éligible de vérifier avec toute la diligence requise l'adéquation des banques commerciales utilisées pour gérer le soutien en espèces de GAVI, Le pays confirme qu'il assumera l'entière responsabilité du remplacement du soutien en espèces de GAVI qui serait perdu en raison d'une faillite de la banque, de fraude ou tout autre événement imprévu.

#### **ARBITRAGE**

Tout litige entre le pays et GAVI Alliance occasionné par la présente demande ou en rapport avec elle qui n'aura pas été réglé à l'amiable dans un délai raisonnable sera soumis à un arbitrage à la demande de GAVI Alliance ou du pays. L'arbitrage sera conduit conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission pour le droit commercial international (CNUDCI) alors en vigueur. Les parties acceptent d'être liées par la sanction arbitrale, comme règlement final de ce différend. Le lieu de l'arbitrage sera Genève, Suisse. Les langues de l'arbitrage seront l'anglais ou le français.

Pour tout litige portant sur un montant égal ou inférieur à \$US 100 000, un arbitre sera désigné par GAVI Alliance. Pour tout litige portant sur un montant supérieur à \$US 100 000, trois arbitres seront nommés comme suit: GAVI Alliance et le pays désigneront chacun un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désigneront conjointement un troisième arbitre qui présidera.

L'Alliance ne pourra être tenue pour responsable auprès du pays de toute réclamation ou perte en rapport avec les programmes décrits dans la présente demande, y compris et sans limitation, toute perte financière, conflit de responsabilités, tout dommage matériel, corporel ou décès. Le pays est seul responsable de tous les aspects de la gestion et de la mise en œuvre des programmes décrits dans la présente demande.

#### En préparant ce rapport de situation annuel, le pays informera GAVI :

des activités réalisées en utilisant les ressources de GAVI l'an dernier

des problèmes importants rencontrés et de la manière dont le pays a tenté de les surmonter

du respect des exigences de responsabilité en ce qui concerne l'utilisation du financement versé par GAVI et des dispositions nationales avec les partenaires de développement

de la demande de fonds supplémentaires approuvés précédemment dans une précédente demande de SSV/SVN/RSS, mais qui n'ont pas été versés

de la manière dont GAVI peut rendre le rapport de situation annuel plus adapté aux besoins des gouvernements tout en respectant les principes de responsabilité et de transparence de l'Alliance

# 1. Caractéristiques du soutien

Rapport sur l'année: 2011

Demande de soutien pour l'année: 2013

### **1.1. SVN ET SSI**

Type de soutien	Vaccin actuel	Présentation préférée	Actif jusqu'à
Soutien aux nouveaux vaccins (vaccination systématique)	DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	2015
Soutien aux nouveaux vaccins (vaccination systématique)	Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	2012
Soutien aux nouveaux vaccins (vaccination systématique)	Antiamaril, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	Antiamaril, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	2015

# 1.2. Prolongation du programme

Type de soutien		Vaccin	Année de début	Année de fin
	Soutien aux nouveaux vaccins (vaccination systématique)	Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	2013	2015

# 1.3. SSV, RSS, OSC

Type de soutien	Informations sur l'utilisation des fonds en 2011	Demande d'approbation de
SSV	Oui	Récompense du SSV pour les résultats 2011: Oui
RSS	Oui	prochaine tranche de l'allocation de RSS Oui
OSC type A	Non	Sans objet N/C
OSC type B	Non	Prolongation du soutien aux OSC de type B par décision du Conseil en juillet 2011: N/C

## 1.4. Rapport précédent du CEI

Le rapport annuel de situation (RAS) du CEI pour l'année 2010 est disponible ici.

## 2. Signatures

# 2.1. Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)

En apposant sa signature sur la présente page, le Gouvernement de République Centrafricaine atteste de la validité des informations fournies dans le rapport, y compris toutes les pièces jointes, les annexes, les états financiers et/ou les rapports de vérification des comptes. Le Gouvernement confirme également que les vaccins, le matériel de vaccination et les fonds ont été utilisés conformément aux clauses et conditions générales de GAVI Alliance telles que précisées dans le présent rapport de situation annuel.

Pour le Gouvernement de République Centrafricaine

Veuillez noter que ce rapport de situation annuel ne sera ni évalué ni approuvé par le Comité d'examen indépendant (CEI) s'il n'est pas muni des signatures du Ministre de la Santé et du Ministre des Finances ou de leur représentant autorisé.

Ministre	de la Santé (ou son représentant autorisé)	Ministre des Finances (ou son représentant autorisé)			
Nom	Jean Michel MANDABA	Nom	Colonel Sylvain NDOUTINGAÏ		
Date		Date			
Signature		Signature			

<u>Le présent rapport a été préparé par</u> (ces personnes peuvent être contactées si le Secrétariat de GAVI a des questions sur ce document):

Nom complet	Fonction	Téléphone	Courriel	
Thomas D'Aquin KOYAZEGBE	Medecin Directeur PEV	00236 75051807	koyazegbet@yahoo.fr	
Philémon MBESSAN	Directeur des Etudes et de la Planification	00236 75047190	mbessanp@yahoo.fr	
Dr Prisca Ptakilnam BOSSOKPI- PASSI	Médecin Assistante du Directeur du PEV	00236 75205928	capris77@yahoo.fr	
Dr Hubert DJETEL	Médecin Assistant du Directeur du PEV	00236 75500622	djetelhubert@yahoo.fr	
Mr Antoine SATHE	Chef de ServiceSuivi/Evaluation	00236 75501414	satheanto@yahoo.fr	
Mr Jérôme KEIRO	Chef de Service Logistique et Administratif	00236 75045488	keijero@ahoo.fr	
Mr Jean Louis KOMBA	Chef de Section Gestion	00236 75509440	jean.louiskomba@yahoo.fr	
Mr David Melvin GONI	Chef de Section Gestion des Données	00236 75616181	davidmelvingoni@yahoo.fr	
Mr Armand DEKOUPOU	Gestionnaire de GAVI/RSS	00236 75723640	arm_dekoup@yahoo.fr	
Dr MANENGU Casimir	Point Focal IVD OMS	00236 70171520	manenguc@cf.afro.who.int	
Dr KAPENGA Léon	Point Focal PEV UNICEF	00236 70550233	lkapenga@unicef.org	
Dr Florentine YAAH MBERYO	Equipe IVD OMS Pays	00236 75501060	mberyos@cf.afro.who.int	
Mr Urbain BENZA	Equipe IVD OMS Pays	00236 75506777	benzau@cf.afro.who.int	
Dr Peggy Raymonde CONJUGO	Médecin Assiste du DEP	00236 70407834	pegconj@gmail.com	

#### 2.2. Page des signatures du CCIA

Si le pays présente un rapport sur le soutien aux services de vaccination (SSV), à la sécurité des injections (SSI) et/ou aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN)

Dans certains pays, le CCSS et le CCIA ont fusionné en un seul comité. Veuillez remplir chaque section où l'information est pertinente et téléchargez deux fois les signatures dans la section des documents joints, une fois pour les signatures du CCSS et une fois pour celles du CCIA

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant le présent formulaire, les membres du CCIA confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils sont gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière.

## 2.2.1. Aval du rapport par le CCIA

Nous soussignés, membres du Comité de coordination interagences (CCIA), avalisons le présent rapport. La signature de ce document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date
Dr Zakaria MAIGA, Représentant de l'OMS	Organisation Mondiale de la Santé		
Mme Tanya CHAPUISAT, Représentante de l'UNICEF	UNICEF		
Dr Christian YANGUE, Représentant Rotary International	Rotary International		
Mr Antoine MBAO BOGO, Président	Croix Rouge Centrafricaine		
Mme Jeannette GBROUKA, Directrice nationale	Village d'Enfants SOS		
Mr Emmanuel DJADA, Charge des Mission	Ministère de la Famille, des Affaires Sociales et de la Promotion du genre		
Mr Philémon DERANT LAKAOUE, Directeur de Cabinet	Ministère de la Communication, de la reeconciliation nationale et de la culture de la paix		
Dr Louis NAMBOUA, Directeur Général de la Santé Publique	Ministère de la Santé Publique, de la Population et de la lutte contre le SIDA		
Mr Germain WAMOUSTOYO, Directeur du Budget	Ministère des Finances et du Budget		

Si le CCIA le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse: <a href="mailto:apr@gavialliance.org">apr@gavialliance.org</a>
Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle
Observations des partenaires:

Les membres du CCIA ont fait les observations suivantes sur le rapport RSA 2011:

### Pour la reprogrammation RSS

Le comité a instruit la Direction Générale des Etablissements Centraux au suivi de la mise en œuvre des activités reprogrammées en tirant les leçons de toutes les difficultés dans la réalisation des activités planifiées au cours des périodes antérieures notamment la construction des infrastructure de santé, le recrutement de la consultation pour l'audit externe du projet et la programmation des activités avec les directions ciblées du Ministère de la santé.

Observations du Groupe de travail régional:

#### 2.3. Page des signatures du CCSS

Nous soussignés, membres du Comité national de coordination du secteur de la santé (CCSS) CENTRAFRIQUE, avalisons ce rapport relatif au programme de renforcement du système de santé. La signature de ce document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant le présent formulaire, les membres du CCSS confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils sont gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière. De plus, le CCSS confirme que le contenu du présent rapport est fondé sur des données financières exactes et vérifiables.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date
Dr Zakaria MAIGA, Représentant de l'OMS	Organisation Mondiale de la Santé		
Mme Tanya CHAPUISAT, Représentante de l'UNICEF	UNICEF		

Dr Christian YANGUE, Représentant Rotary International	Rotary International	
Mr Antoine MBAO BOGO, Président	Croix Rouge Centrafricaine	
Mme Jeannette GBROUKA, Directrice nationale	Village d'Enfants SOS	
Mr Emmanuel DJADA, Charge des Mission	Ministère de la Famille, des Affaires Sociales et de la Promotion du genre	
Mr Philémon DERANT LAKAOUE, Directeur de Cabinet	Ministère de la Communication, de la reeconciliation nationale et de la culture de la paix	
Dr Louis NAMBOUA, Directeur Général de la Santé Publique	Ministère de la Santé Publique, de la Population et de la lutte contre le SIDA	
Mr Germain WAMOUSTOYO, Directeur du Budget	Ministère des Finances et du Budget	
Mme Irene POUNEBINGUI, Chef de Service	Ministère de l'Economie, Paln et Coopération Internationale	

Si le CCSS le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse: <a href="mailto:apr@gavialliance.org">apr@gavialliance.org</a>
Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle
Observations des partenaires:

Observations du Groupe de travail régional:

## 2.4. Page des signatures pour le soutien de GAVI aux OSC (types A et B)

République Centrafricaine ne présente pas de rapport sur l'utilisation des fonds OSC (types A et B) en 2012

#### 3. Table des matières

Ce rapport de situation annuel rend compte des activités menées par République Centrafricaine de janvier à décembre 2011 et précise les demandes pour la période comprise entre janvier et décembre 2013

#### **Sections**

- 1. Caractéristiques du soutien
  - **1.1. SVN ET SSI**
  - 1.2. Prolongation du programme
  - 1.3. SSV. RSS, OSC
  - 1.4. Rapport précédent du CEI
- 2. Signatures
  - 2.1. Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)
  - 2.2. Page des signatures du CCIA
    - 2.2.1. Aval du rapport par le CCIA
  - 2.3. Page des signatures du CCSS
  - 2.4. Page des signatures pour le soutien de GAVI aux OSC (types A et B)
- 3. Table des matières
- 4. Données de référence et objectifs annuels
- 5. Élément de gestion du programme général
  - 5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés
  - 5.2. Résultats de la vaccination en 2011
  - 5.3. Suivi de la mise en œuvre de la politique de GAVI sur l'égalité entre hommes et femmes
  - 5.4. Évaluation des données
  - 5.5. Dépenses globales et financement de la vaccination
  - 5.6. Gestion financière
  - 5.7. Comité de coordination interagences (CCIA)
  - 5.8. Activités prioritaires en 2012 jusqu'en 2013
  - 5.9. Progrès du plan de transition pour la sécurité des injections
- 6. Soutien aux services de vaccination (SSV)
  - 6.1. Rapport sur l'utilisation des fonds de SSV en 2011
  - 6.2. Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire
  - 6.3. Demande de récompense au titre du SSV
- 7. Soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN)
  - 7.1. Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination 2011
  - 7.2. Introduction d'un nouveau vaccin en 2011
  - 7.3. Sommes forfaitaires de l'allocation pour l'introduction d'un nouveau vaccin 2011
    - 7.3.1. Rapport sur la gestion financière
    - 7.3.2. Rapport sur les programmes
  - 7.4. Rapport sur le cofinancement du pays en 2011
  - 7.5. Gestion vaccinale (GEEV/GEV/EGV)
  - 7.6. Suivi du soutien de GAVI aux campagnes de prévention en 2011
  - 7.7. Changement de présentation d'un vaccin
  - 7.8. Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en 2012

- 7.9. Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2013
- 7.10. prix moyens pondérés des fournitures et frais de transport y associés
- 7.11. Calcul des besoins
- 8. Soutien à la sécurité des injections (SSI)
- 9. Soutien au renforcement des systèmes de santé (RSS)
  - 9.1. Rapport sur l'utilisation des fonds de RSS en 2011 et demande d'une nouvelle tranche
  - 9.2. Progrès des activités de RSS pendant l'année fiscale 2011
  - 9.3. Vue d'ensemble des objectifs atteints
  - 9.4. Mise en œuvre du programme en 2011
  - 9.5. Activités de RSS prévues pour 2012
  - 9.6. Activités de RSS prévues pour 2013
  - 9.7. Indicateurs révisés en cas de reprogrammation
  - 9.8. Autres sources de financement du RSS
  - 9.9. Rapport sur l'allocation de RSS
- 10. Renforcement de la participation des organisations de la société civile (OSC): type A et type B
  - 10.1. TYPE A: Soutien au renforcement de la coordination et de la représentation des OSC
  - 10.2. TYPE B : Soutien aux OSC afin de les aider à mettre en œuvre la proposition de RSS de GAVI ou le PPAC
- 11. Commentaires des présidents du CCIA/CCSS
- 12. Annexes
  - 12.1. Annexe 1 Instructions SSV
  - 12.2. Annexe 2 Exemple de recettes et dépenses de SSV
  - 12.3. Annexe 3 Instructions pour le soutien au RSS
  - 12.4. Annexe 4 Exemple de relevé des recettes et dépenses de RSS
  - 12.5. Annexe 5 Instructions pour le soutien aux OSC
  - 12.6. Annexe 6 Exemple de relevé des recettes et dépenses d'OSC
- 13. Pièces jointes

# 4. Données de référence et objectifs annuels

	Réalisa conformé rapport d OMS/U	ment au conjoint	Objectifs (présentation préférée)							
Numéro	20	11	20	12	20	13	20	14	20	15
	Objectif original approuvé conformém ent à la lettre de décision	Rapporté	Objectif original approuvé conformém ent à la lettre de décision	Estimation actuelle	Estimations préalables en 2011	Estimation actuelle	Estimations préalables en 2011	Estimation actuelle	Estimations préalables en 2011	Estimation actuelle
Nombre total de naissances	159 978	159 978	163 231	163 231	166 546	166 546	169 922	169 922	173 356	173 356
Nombre total de décès infantiles	21 026	21 026	21 454	21 454	21 889	21 889	22 333	22 333	22 784	22 784
Nombre total de nourrissons survivants	138952	138 952	141 777	141 777	144 657	144 657	147 589	147 589	150 572	150 572
Nombre total de femmes enceintes	182 832	182 832	186 549	186 549	190 338	190 338	194 196	194 196	198 121	198 121
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) le vaccin BCG	127 982	110 108	138 746	138 746	149 891	149 891	156 328	156 328	164 688	164 688
BCG couverture	80 %	69 %	85 %	85 %	90 %	90 %	92 %	92 %	95 %	95 %
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) le vaccin VPO3	97 266	92 787	106 333	106 333	115 726	115 726	125 451	125 451	135 515	135 515
VPO3 couverture	70 %	67 %	75 %	75 %	80 %	80 %	85 %	85 %	90 %	90 %
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) le vaccin DTC1	138 952	116 077	141 777	141 777	144 657	144 657	147 589	147 589	150 572	150 572
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) le vaccin DTC3	97 266	89 319	106 333	106 333	115 726	115 726	125 451	125 451	135 515	135 515
DTC3 couverture	95 %	64 %	60 %	75 %	80 %	80 %	85 %	85 %	90 %	90 %
Taux de perte[1] pendant l'année de référence et prévu ultérieurement (%) pour le vaccin DTC	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0
Facteur de perte[1] pendant l'année de référence et prévu ultérieurement pour le vaccin DTC	1,00	1,11	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 1st dose(s) du vaccin DTC- HepB-Hib	138 952	116 077	112 649	141 777	144 657	144 657	147 589	147 589	150 572	150 572
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 3rd dose(s) du vaccin DTC- HepB-Hib	132 004	89 319	85 599	106 333	115 726	115 726	125 451	125 451	135 515	135 515
DTC-HepB-Hib couverture	95 %	64 %	60 %	75 %	80 %	80 %	85 %	85 %	90 %	90 %
Taux de perte[1] pendant l'année de référence et prévue ultérieurement (%)	10	12	25	25	10	10	10	10	10	10
Taux de perte[1] pendant l'année de référence et prévu ultérieurement (%)	1,11	1,14	1,33	1,33	1,11	1,11	1,11	1,11	1,11	1,11
Taux de perte maximal pour le vaccin DTP-HepB-Hib, 10 doses/vial, Liquid	25 %	25 %	25 %	25 %	25 %	25 %	25 %	25 %	25 %	25 %
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) le vaccin Antiamaril	97 266	111 826	96 336	106 333	115 726	115 726	125 451	125 451	135 515	135 515
Antiamaril couverture	70 %	80 %	75 %	75 %	80 %	80 %	85 %	85 %	90 %	90 %

	Réalisa conformé rapport d OMS/U	ement au conjoint	Objectifs (présentation préférée)							
Numéro	20	11	20	12	20	13	20	14	20	15
	Objectif original approuvé conformém ent à la lettre de décision	Rapporté	Objectif original approuvé conformém ent à la lettre de décision	Estimation actuelle	Estimations préalables en 2011	Estimation actuelle	Estimations préalables en 2011	Estimation actuelle	Estimations préalables en 2011	Estimation actuelle
Taux de perte[1] pendant l'année de référence et prévue ultérieurement (%)	25	25	20	20	15	15	15	15	15	15
Taux de perte[1] pendant l'année de référence et prévu ultérieurement (%)	1,33	1,33	1,25	1,25	1,18	1,18	1,18	1,18	1,18	1,18
Taux de perte maximal pour le vaccin Yellow Fever, 10 doses/vial, Lyophilised	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 1st dose(s) du vaccin Antipneumococcique (VPC13)	77 002	52 679	112 649	112 649	144 657	14 657	147 589	147 589	150 572	150 572
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 3rd dose(s) du vaccin Antipneumococcique (VPC13)	77 002	11 782	85 599	85 599	115 726	115 726	125 451	125 451	135 515	135 515
Antipneumococcique (VPC13) couverture	55 %	8 %	60 %	60 %	80 %	80 %	85 %	85 %	90 %	90 %
Taux de perte[1] pendant l'année de référence et prévue ultérieurement (%)	5	5	5	5	10	5	10	5	10	5
Taux de perte[1] pendant l'année de référence et prévu ultérieurement (%)	1,05	1,05	1,05	1,05	1,11	1,05	1,11	1,05	1,11	1,05
Taux de perte maximal pour le vaccin Pneumococcal (PCV13), 1 doses/vial, Liquid	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 1st dose(s) du vaccin Antirougeoleux	97 266	114 004	106 333	106 333	115 726	115 726	125 451	125 451	135 515	135 515
Antirougeoleux couverture	70 %	82 %	75 %	75 %	80 %	80 %	85 %	85 %	90 %	90 %
Femmes enceintes vaccinées avec AT+	109 699	148 812	121 257	121 257	133 237	133 237	145 647	145 647	158 497	158 497
AT+ couverture	60 %	81 %	65 %	65 %	70 %	70 %	75 %	75 %	80 %	80 %
Supplémentation en vitamine A aux mères six semaines après l'accouchement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Supplémentation en vitamine A aux nourrissons âgés de plus de six mois	N/A	0	N/A	0	N/A	0	N/A	0	N/A	0
Taux annuel d'abandon du DTC [( DTP1 – DTP3)/ DTP1] x 100	30 %	23 %	25 %	25 %	20 %	20 %	15 %	15 %	10 %	10 %

<sup>\*\*</sup> Nombre de nourrissons vaccinés par rapport au nombre total de nourrissons survivants

<sup>\*\*\*</sup> Indiquer le nombre total d'enfants ayant reçu le vaccin DTC seul ou associé

<sup>\*\*\*\*</sup> Nombre de femmes enceintes vaccinées avec l'AT+ par rapport au nombre total de femmes enceintes

1 Formule pour calculer le taux de perte d'un vaccin (en pourcentage) : [ ( A - B ) / A ] x 100, sachant que A = Ie nombre de doses distribuées pour utilisation conformément aux registres d'approvisionnement, déduction faite du solde en stock à la fin de la période d'approvisionnement, et B = Ie nombre de vaccinations réalisées avec le même vaccin pendant la même période.

# 5. Élément de gestion du programme général

### 5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés

Note: Prière de remplir le tableau à la section 4 "Données de référence et objectifs annuels" avant de continuer

Les chiffres pour 2011 doivent correspondre aux chiffres que le pays a transmis dans le **formulaire de rapport conjoint OMS/UNICEF de notification des activités de vaccination pour 2011.** Les chiffres pour 2012 – 2015 dans <u>le tableau 4 Données de référence et objectifs annuels</u> doivent cadrer avec ceux que le pays a fournis à GAVI dans le précédent rapport de situation annuel ou dans une nouvelle demande de soutien à GAVI, ou encore dans le PPAC.

Dans les espaces ci-dessous, veuillez justifier les différences entre les chiffres qui figurent dans le présent rapport de situation annuel et ceux des documents de référence.

Justification de tout changement apporté au nombre des naissances

Il n'y a pas de différence entre les chiffres des populations projetées du RGPH de 2003 qui sont repris dans le PPAc et le JRF2011 par rapports à ceux générés par l'outil en ligne du RSA.<?xml:namespace prefix = o />

Cependant, il y a une différence entre les chiffres des populations projetées du RGPH de 2003 qui sont repris dans le PPAc et le JRF 2011 par rapports à ceux générés par le cMYP\_CostingTool. Cette différence s'explique par le fait que les méthodes de projection du RGPH/2003 sont différentes de celles utilisées dans le cMYP\_Costing Tool. Les populations projetées du cMYP\_Costing Tool sont supérieures à celle du RGPH/2003. Cette différence est due à la proportion des décès des nourrissons.

Justification de tout changement apporté au nombre de nourrissons survivants

Il n'y a pas de changement de nombre de nourrissions survivants entre le PPAc 2011-2015 et le RSA 2011.

Par contre, il y a une différence entre les chiffres projetées du RGPH de 2003 qui sont repris dans le PPAc et le<? xml:namespace prefix = o />

JRF2011 par rapports à ceux générés parle cMYP\_Costing Tool. Cette différence s'explique par le fait que les méthodes de projection du RGPH/2003 sont différentes de celles utilisées dans le cMYP\_Costing Tool. Les populations projetées du cMYP\_CostingTool sont supérieures à celle du RGPH/2003.

- Justification de tout changement apporté aux objectifs par vaccin
   Il n'y a pas eu de changements apportés aux objectifs par vaccin fixés suivant le PPAc 2011-2015
- Justification pour tout changement apporté au taux de perte par vaccin Il n'y a pas de changement de taux de perte par vaccin suivant la planification PPAc 2011-2015. Toutefois, les taux de perte du vaccin Pentavalent en 2011 est légèrement supérieur (12%) par rapport a celui fixé dans le PPAC (10%).

#### 5.2. Résultats de la vaccination en 2011

5.2.1. Veuillez commenter les résultats du programme de vaccination par rapport aux objectifs (tels qu'ils figurent dans le rapport de situation de l'an dernier), les principales activités réalisées ainsi que les obstacles rencontrés en 2011 et la manière dont ils ont été levés :

L'analyse des tendances de la couverture vaccinale réalisée en 2011, montre que les objectifs fixés pour cette année n'ont pas été atteints pour la majorité des antigènes (BCG, VPO3, Penta3, PCV13) à l'exception du VAR et du VAA dont les objectifs de couverture vaccinale ont été dépassés.

5.2.2. Si les objectifs n'ont pas été atteints, veuillez en donner les raisons :

Insuffisance de la couverture en centres PEV fonctionnels sur l'étendue du territoire : .324/786 formations sanitaires fonctionnelles en PEV ;<?xml:namespace prefix = o />

- Insuffisance de séances de vaccination aussi bien pour les stratégies fixes qu'avancées ;
- Insuffisance /vétusté de moyens roulants pour la stratégie avancée;
- Insuffisance de supervision formative;
- Faible implication de la communauté dans la gestion du PEV;
- Insuffisance du personnel formé en gestion du PEV au niveau des FOSA;
- Rupture de stock des intrants du PEV (consommables chaine de froid et pétrole) et de certains outils de gestion (cartes et registre de vaccination) essentiellement au niveau périphérique ;
- Non adaptation des horaires de vaccination à la disponibilité de la population en milieu rural;
- Insuffisance de capitalisation des acquis des AVS pour la consolidation des activités de routine
- Faible intégration des interventions de survie de l'enfant dans le PEV de routine (MILDES/Vitamine A/Albendazole)
- Taux d'abandon élevé car le système de recherche des perdus de vue non opérationnel: Absence d'échéanciers, pas de recherche active dans la communauté (non application de la composante
- « liens avec les communautés » de l'ACD);
- Insuffisance du monitorage des données au niveau opérationnel : Faibles taux de complétude et de promptitude des données de routine ;
- Démotivation du personnel Agent de santé communal dans l'organisation des activités du PEV du à l'irrégularité du paiement des salaires et des mauvaises conditions de travail ;
- Non maîtrise de la population cible couverte par stratégie au niveau des FOSA.

## 5.3. Suivi de la mise en œuvre de la politique de GAVI sur l'égalité entre hommes et femmes

Ces trois dernières années, des données ventilées par sexe étaient-elles disponibles sur l'accès aux services de vaccination dans votre pays ? Choisissez l'une des trois réponses : non, pas disponible

Dans l'affirmative, veuillez fournir toutes les données disponibles de 2009 à 2011

Source des données	Calendrier des données	Estimation de la couverture

Comment avez-vous utilisé les données ci-dessus pour lever les obstacles sexospécifiques de l'accès à la vaccination ?

Si vous ne disposez pas actuellement de données ventilées par sexe, prévoyez-vous à l'avenir de recueillir de telles données sur la vaccination systématique ? Oui

Quelles mesures avez-vous prises pour parvenir à votre objectif?

- Pas de discrimination d'accès au service de vaccination entre les filles et les garçons âgés de moins d'un an. <? xml:namespace prefix = o />
- Sensibilisation en mettant l'accent sur la vaccination de tous les enfants sans distinction de genre;
- Mais ceci nécessitera la révision des outils de gestion PEV en intégrant la notion du genre: fiche de pointage, registre de vaccination, fiches de rapports mensuels, carte de vaccination

et aussi la formation des responsables de ces centres.

#### 5.4. Évaluation des données

5.4.1. Veuillez expliquer tout écart entre les données sur la couverture vaccinale provenant de différentes sources (par exemple, si les données de l'enquête indiquent des niveaux de couverture différents de ceux qui ont été mesurés par le système de production des données administratives, ou si l'estimation OMS/UNICEF de la couverture vaccinale nationale diffère de l'estimation nationale officielle).

Il n'est pas encore possible d'établir les écarts entre les données des couvertures vaccinales rapportées par le pays (JRF2011) et les estimations d'autres enquêtes car le pays n'a pas encore reçu les résultats des estimations OMS/UNICEF pour l'année 2011.<?xml:namespace prefix = o />

Néanmoins, depuis quelques années les écarts entre les données de couverture vaccinale administrative rapportées par le pays et les données des estimations OMS/UNICEF sont du au fait que les estimations OMS/UNICEF n'intègrent pas les données des activités de vaccination intensives organisées par le pays du fait que les données de ces AVI ne sont pas suffisamment documentées et partagées à temps.

Les résultats de l'enquête MICS 4 de 2010 donnent des couvertures vaccinales de la Rougeole, VPO3 et Pentavalent inférieures à celles de couverture administrative pour ces antigènes. Ces écarts s'expliquent par la différence de méthodes utilisées. Pour le MICS la base d'estimation va de 12 à 23 mois d'âge alors pour la couverture vaccinale de routine sont considérés les enfants de moins d'un an (Voir tableau du MICS 4 en annexe).

Veuillez noter que les estimations OMS/UNICEF pour 2011 ne seront disponibles qu'en juillet 2012 et peuvent comporter des changements rétrospectifs dans les séries chronologiques.

5.4.2. A-t-on réalisé une évaluation des systèmes de production des données administratives depuis 2010? **Oui** 

Dans l'affirmative, veuillez décrire ces évaluations et en indiquer la date.

Le Programme PEV de la RCA a mis en place l'évaluation de la qualité des données de vaccination grâce à l'outil DQS.<?xml:namespace prefix = o />

Des évaluations ont été conduites dans 21% des Préfectures sanitaires en 2011 (Ouham, 7 Arrondissements de Bangui, Ouaka, Basse-Kotto, Mbomou, Ombella Mpoko:

Ouham: septembre 2011; Basse-Kotto: Juin 2011; Mbomou: Juin 2011; Ombella Mpoko: Octobre 2011. Les principaux résultats de ces évaluations montrent des faiblesses de la qualité des données en termes de surnotification des doses administrées, etc...

(Voir synthèse observations rapports de mission).

5.4.3. Veuillez décrire toute activité entreprise pour améliorer les systèmes de production des données administratives depuis 2009.

A l'instar de 2010, le pays a poursuivi des activités pour l'amélioration de la qualité des données:

- Utilisation de l'outil DQS comme support pour la supervision ;
- Réunion mensuelles d'harmonisation et de revue des données de surveillance, de vaccination et de laboratoire au niveau national;
- Réunion de coordination régionale trimestrielle et nationales semestrielles ;
- Réunions mensuelles de monitorage des données de vaccination au niveau des Préfectures sanitaires.
- 5.4.4. Veuillez décrire les plans mis en place, ou qui le seront, pour améliorer encore les systèmes de production des données administratives.

Formation des agents de santé des centres PEV:

- Extension de l'informatisation des données de vaccination;<?xml:namespace prefix = o />
- Monitorage mensuel de la complétude et de la promptitude des rapports de vaccination de routine;
- Extension du DQS comme otuils de validation des données de vaccination
- Supervision des agents de santé en charge de la vaccination à tous les niveaux

#### 5.5. Dépenses globales et financement de la vaccination

L'objet du **tableau 5.5a** et du **tableau 5.5b** est d'aider GAVI à comprendre les grandes tendances des dépenses du programme de vaccination et des flux financiers. Veuillez remplir les tableaux en utilisant des dollars des États-Unis.

Taux de change utilisé	1 US\$ = 500	Saisir uniquement le taux de change; ne pas saisir le nom de la monnaie locale
------------------------	--------------	--

**Tableau 5.5a:** Dépenses globales et financement de la vaccination, toutes sources confondues (Gouvernement et donateurs) en \$US

Dépenses par catégorie	Année des dépenses 2011	Source de financement						
		Pays	GAVI	UNICEF	OMS	so	so	so
Vaccins traditionnels*	217 845	0	0	217 845	0	0	0	0
Vaccins nouveaux ou sous-utilisés**	3 649 882	118 539	3 531 34 3	0	0	0	0	0
Matériel d'injection (seringues autobloquantes et autres)	78 119	3 962	74 157	0	0	0	0	0
Équipement de la chaîne du froid	157 335	0	70 860	86 475	0	0	0	0
Personnel	45 754	45 754	0	0	0	0	0	0
Autres coûts récurrents de la vaccination systématique	56 549	56 549	0	0	0	0	0	0
Autres coûts d'équipement	0	0	0	0	0	0	0	0
Coûts des campagnes	3 385 339	34 000	0	745 956	2 605 38 3	0	0	0
so		0	0	0	0	0	0	0
Dépenses totales pour la vaccination	7 590 823							
Dépenses publiques totales de santé		258 804	3 676 36 0	1 050 27 6	2 605 38 3	0	0	0

<sup>\*</sup> Vaccins traditionnels : BCG, DTC, VPO (ou VPI), 1ère dose du vaccin antirougeoleux (ou du vaccin associé OR ou ROR), anatoxine tétanique (AT). Certains pays incluent aussi les vaccins anti-HepB et anti-Hib dans ce poste, si ces vaccins ont été introduits sans le soutien de GAVI.

Veuillez indiquer si un plan d'action annuel pour l'année 2011, basé sur le PPAC a été préparé et chiffré 5.5.1. S'il y a des différences entre le financement disponible et les dépenses pour l'année faisant l'objet du rapport, veuillez en expliquer les raisons.

Suivant le plan d'action 2011, le budget total s'élève à 9 138 472 USD. <?xml:namespace prefix = o />

En 2011, les rubriques suivantes ont l'objet de financement: achat vaccin et matériels d'injection, équipement de la chaîne de froid, les salaires du personnel, le transport, les campagnes de vaccination contre la Polio, la rougeole et la fièvre jaune.

Il y a une différence entre le financement budgétisé dans le PPAc et celui du RSA 2011 soit à la hausse ou à la baisse:

- Achat vaccin: Pour ce qui est des vaccins traditionnels, la hausse s'explique par le fait qu'en 2011, l'UNICEF a préfinancé au cours du 4ème trimestre les vaccins en prévision pour l'année 2012.

Pour les vaccins non ou sous utilisés: la hausse de prix s'explique par le changement de la présentation des doses de vaccin anti pneumocoque et également le changement de forme pour le penta.

- Campagnes de vaccination: l'augmentation des coûts se justifie par l'organisation de campagnes supplémentaires en ripostes aux épidémies de Polio en 2011.
- Equipements chaîne de froid: l'augmentation des coûts s'explique par l'achat de 66 réfrigérateurs (UNICEF, GAVI RSS).
- 5.5.2. Si le financement reçu et dépensé est inférieur au budget initial, veuillez en donner les raisons et indiquer quels domaines ont été sous-financés.

Les rubriques du plan d'action 2011 qui ont été sous financées sont: Entretien de la chaîne de froid, la communication en faveur du PEV, la gestion du programme, l'équipement en véhicule, la supervision. Les principales raisons sont: <? xml:namespace prefix = o />

- les difficultés de décaissement des fonds par le Trésor public
- la suspension des bonus GAVI/SSV depuis 2009
- la faible mobilisation des ressources internes auprès des partenaires nationaux et internationaux.

# 5.5.3. S'il n'y a pas de fonds gouvernementaux alloués aux vaccins traditionnels, veuillez expliquer pourquoi et donner les plans pour les sources escomptées de financement pour 2012 et 2013

Il existe dans la loi de finance 2010, une ligne "achat de vaccins" pour laquelle la mobilisation effective n'a pas suivie de décaissement. Les difficultés de trésorerie n'ont pas permis paiement des dépenses engagées parle Trésor Public. <? xml:namespace prefix = o />

Pour les années 2012 et 2013 les stratégies de mobilisation de ces ressources vont comprendre:

- -Le suivi régulier du décaissement des crédits inscrits sur la ligne budgétaire du Programme Elargi de vaccination au niveau du Ministère des Finances et du Budget ;
- -Prise en compte par le Directeur des ressources du MSPPLS pour soumission au comité d'arbitrage ;
- -Elaboration du cadre des dépenses sectoriel à moyen terme (CDSMT) faisant ressortir la part de la vaccination dans les dépenses du secteur de la santé ;
- -Elargissement du partenariat actif avec les collectivités locales, les entreprises privées, les ONG, etc ;
- -Implication du secteur sanitaire privé et des ONGs dans le financement de la vaccination depuis la planification jusqu'à la mise en œuvre des activités

**Tableau 5.5b:** Dépenses globales pour la vaccination inscrites au budget, toutes sources confondues (Gouvernement et donateurs) en \$US.

Dépenses par catégorie	Budget de l'année 2012	Budget de l'année 2013
Vaccins traditionnels*	174 800	188 375
Vaccins nouveaux ou sous-utilisés**	2 599 274	4 592 397
Matériel d'injection (seringues autobloquantes et autres)	1 515 876	107 848
Matériel d'injection avec des seringues autres qu'autobloquantes	425 203	24 966
Équipement de la chaîne du froid	33 515	23 955
Personnel	662 725	690 177
Autres coûts récurrents de la vaccination systématique	66 071	70 028
Activités supplémentaires de vaccination	2 404 128	3 513 228
Dépenses totales pour la vaccination	7 881 592	9 210 974

<sup>\*</sup> Vaccins traditionnels : BCG, DTC, VPO (ou VPI), 1ère dose du vaccin antirougeoleux (ou du vaccin associé OR ou ROR), anatoxine tétanique (AT). Certains pays incluent aussi les vaccins anti-HepB et anti-Hib dans ce poste, si ces vaccins ont été introduits sans le soutien de GAVI.

S'il y a des différences majeures entre les projections du PPAC et les chiffres dans le budget, veuillez en donner les principales raisons.

5.5.4. Prévoyez-vous de recevoir tous les fonds inclus dans le budget pour 2012 ? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons du déficit et indiquez quelles catégories de dépenses seront touchées.

Malgré les contraintes budgétaires du Gouvernement, le PEV compte mobiliser les fonds prévus au budget 2012 et espère la suspension du bonus GAVI/SSV sera levée.

5.5.5. Prévoyez-vous des déficits de financement pour 2013 ? Dans l'affirmative, veuillez en expliquer les raisons et décrivez les stratégies appliquées pour combler ces déficits.

Le déficit sont possibles en 2013 au regard du faible perspective de la croissance économique dans le pays.

#### 5.6. Gestion financière

5.6.1. Une évaluation de la gestion financière (EGF) de GAVI a-t-elle été réalisée avant ou pendant l'année calendaire 2011? Pas sélectionnée

**Dans l'affirmative**, décrivez brièvement les progrès accomplis par rapport aux exigences et aux conditions convenues dans l'Aide-Mémoire conclu entre GAVI et le pays dans le tableau ci-dessous.

Plan d'action de l'Aide-Mémoire	Mis en œuvre?
Planification, budgétisation et coordination	Oui
Exécution budgétaire	Oui
Passation des marchés	Oui
Comptabilité et Communication Financière	Non
Audit Interne	Non
Audit Externe	Non
Arrangements concernant les comptes bancaires	Non

Si le tableau ci-dessus montre que le plan d'action de l'Aide-Mémoire a été totalement ou partiellement mis en œuvre, décrivez brièvement ce qui a été réalisé exactement.

Des mesures sont entrain d'être prises pour la mise en application des dispositions en matière de Planification. Les équipes cadres des régions et des districts sont impliquées dans la planification et la mise en oeuvre des activités. En matière de budgétisation et coordination, après la mission EGF les DS et RS ont ouvert des comptes bancaires pour la gestion de leur ressource. Pour les achats les règles de marché public sont appliquées.

Si rien n'a été mis en œuvre, indiquez brièvement pourquoi ces exigences et conditions n'ont pas été satisfaites.

L'aide mémoire vient d'être signé par le Ministre de la Santé. Certaines dispositions prévues dans la Comptabilité et Communication Financière, l'Audit Interne et externe, les Arrangements concernant les comptes bancaires nécessitent des mesures spécifiques à prendre par ledépartement pour leur application.

### 5.7. Comité de coordination interagences (CCIA)

Combien de fois le CCIA s'est-il réuni en 2011?? 5

Veuillez joindre les comptes rendus (**Document N°**) de toutes les réunions du CCIA tenues en 2011, y compris celui de la réunion au cours de laquelle le présent rapport a été approuvé.

Dressez la liste des principales préoccupations ou recommandations, le cas échéant, formulées par le CCIA sur les sections <u>5.1 Données de référence et objectifs annuels actualisés</u> à <u>Dépenses globales et financement de la vaccination</u>

Des organisations de la société civile sont-elles membres du CCIA? Oui

Dans l'affirmative, lesquelles?

Liste des OSC membres du CCIA:

#### 5.8. Activités prioritaires en 2012 jusqu'en 2013

Quels sont les principaux objectifs et les activités prioritaires du pays pour son PEV de 2012 à 2013 ??

Les priorités suivantes ont été retenues pour les années 2012 et 2013:<?xml:namespace prefix = o />

- Réduction du nombre d'enfants non ou insuffisamment vaccinées : mise en œuvre de la Stratégie ACD et d'autres approches innovatrices (activités de vaccination intensive, SME);
- Intégration d'autres interventions de survie de l'enfant dans le PEV de routine (supplémentation en vitamine A, distribution des MILDE, Albendazole...);
- Renforcement du système de gestion des données (monitorage, DQS) ;
- Renforcement de la gestion des vaccins (DVDMT), de la CDF (GEV et GEE) et de la sécurité de la vaccination
- Renforcement de la communication en faveur du PEV de routine ;
- Eradication de la Poliomyélite ;
- Contrôle Accéléré des maladies (Rougeole, FJ, TMN, méningite pédiatriques et infections à rotavirus);
- Renforcement de la surveillance épidémiologique intégrée des maladies et des MAPI;
- Renforcement des capacités managériales ;
- Développement d'un mécanisme pour la pérennité du financement du PEV (Gouvernement, partenaires).

Sont-ils liés au PPAC? Oui

### 5.9. Progrès du plan de transition pour la sécurité des injections

Tous les pays sont priés de rendre compte des progrès du plan de transition pour la sécurité des injections Veuillez indiquer quels types de seringues ont été utilisés et les sources de financement du matériel de sécurité des injections en 2011

Vaccin Types de seringues utilisés dans le PEV systématique en 2011		Sources de financement en 2011
FR BCG	Seringues Autobloquantes 0,05 ml	UNICEF
FR Measles	Seringues Autobloquantes 0,5 ml	UNICEF
FR TT	Seringues Autobloquantes 0,5 ml	UNICEF
FR DTP-containing vaccine	Seringues Autobloquantes 0,5 ml	UNICEF ET GAVI
Vaccin contenant le PCV13	Seringues Autobloquantes 0,5 ml	UNICEF ET GAVI

Le pays dispose-t-il d'un plan/d'une politique de sécurité des injections ? Oui

**Dans l'affirmative:** Avez-vous rencontré des obstacles pendant la mise en œuvre de ce plan/politique de sécurité des injections ?

**Dans la négative**: Quand le pays préparera-t-il un plan ou une politique de sécurité des injections ? (Donnez votre réponse dans l'encadré ci-dessous)

- Insuffisance de mise en oeuvre du plan, des directives sur la sécurité des injection au niveau opérationnel
- Sous financement pour la mise en oeuvre du plan;
- Insuffisance de couvertures en incinérateurs des structures de santé.

Veuillez expliquer comment en 2011 les déchets coupants ont été éliminés, quels ont été les problèmes rencontrés, etc.

L'élimination s'est faite par brûlage et enfouissement dans la majorité des Centres PEV.Toutefois, quelques centres PEV appuyés par les ONG, la dstruction des déchets se fait dans les incérateurs de De Montfort.<?xml:namespace prefix = o />

## 6. Soutien aux services de vaccination (SSV)

## 6.1. Rapport sur l'utilisation des fonds de SSV en 2011

	Montant en \$US	Montant en monnaie locale
Fonds reçus en 2011 (A)	0	0
Solde des fonds (report) de 2010 (B)	0	0
Total fonds disponibles en 2011 (C=A+B)	0	0
Dépenses totales en 2011 (D)	0	0
Solde reporté sur 2012 (E=C-D)	0	0

6.1.1. Décrivez brièvement les dispositions et les procédures de gestion financière utilisées pour vos fonds du SSV. Indiquez si les fonds du SSV ont été inclus dans les plans et le budget du secteur national de santé. Signalez aussi tout problème rencontré lors de l'utilisation du SSV, comme par exemple des retards dans la mise à disposition des fonds pour la réalisation du programme.

#### La RCA n'a plus reçu de recompense depuis 2009.

- 6.1.2. Veuillez inclure des détails sur le type de compte(s) bancaire(s) utilisé(s) (compte commercial ou gouvernemental), les procédures d'approbation des budgets, les modalités d'acheminement des fonds aux niveaux sous-nationaux, les dispositions de préparation des rapports financiers aux niveaux sous-national et national, et le rôle global du CCIA dans ce processus
- 6.1.3. Veuillez décrire les principales activités menées pour renforcer la vaccination avec les fonds du SSV en 2011
- 6.1.4. Les fonds du SSV de GAVI sont-ils inclus dans le budget du secteur national de la santé ? Oui

#### 6.2. Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire

- 6.2.1. Veuillez joindre un état financier détaillé de l'utilisation des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2011 (document numéro). (Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'annexe 2). Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.
- 6.2.2. Une vérification externe des comptes a-t-elle été réalisée? Non
- 6.2.3. Les rapports de vérification externe des comptes des programmes de SSV, de RSS et OSC de type B doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice fiscal de votre Gouvernement. Si un rapport de vérification externe des comptes est disponible pour votre programme de SSV pendant l'exercice fiscal le plus récent, il conviendra de le joindre aussi (Document numéro: ).

#### 6.3. Demande de récompense au titre du SSV

En juin 2009, le Conseil de GAVI a décidé d'améliorer le système de suivi des performances des programmes de vaccination et le calcul lié des récompenses subordonnées aux résultats. À compter de la période de rapport 2008, un pays peut prétendre à une récompense :

- a) si le nombre d'enfants ayant reçu les trois doses du vaccin DTC est plus élevé que l'année précédente (ou que l'objectif initial figurant dans la proposition de SSV approuvée), et
- b) si la couverture déclarée des trois doses du vaccin DTC (données administratives figurant dans le Rapport conjoint de notification des activités de vaccination) correspond à l'estimation OMS/UNICEF de la couverture pour la même année, qui sera publiée à l'adresse :

http://apps.who.int/immunization\_monitoring/en/globalsummary/timeseries/tscoveragedtp3.htm

Si vous pouvez prétendre à une récompense du SSV au titre des résultats du programme de vaccination de 2011 pour les trois doses du DTC, estimez-en le montant en \$US en remplissant le **Table 6.3** ci-dessous L'estimation de la prime au titre du SSV basée sur les résultats pour le DTC3 en 2011 est présentée au tableau 6.3

Tableau 6.3: Calcul de la récompense escomptée au titre du SSV

				Année de base**	2011
				A	B***
1	Nombre de nourrissons ayant reçu les trois doses du DTC* (rapport conjoint) <b>préciser</b>		110821	89319	
2	Nombre déclaré de nourrissons supplémentaires ayant reçu les trois doses du DTC			-21502	
3	Calcul	\$20	par enfant supplémentair e ayant reçu les trois doses du DTC		0
4	4 Estimation arrondie de la récompense escomptée			0	

<sup>\*</sup> DTC3 : nombre total de nourrissons qui ont été vaccinés avec les trois doses du DTC seul, auquel on ajoute le nombre de ceux qui ont reçu les trois doses des vaccins associés DTC-HepB et DTC-HepB-Hib.

<sup>\*\*</sup> L'année de référence est l'année passée au cours de laquelle le pays a vacciné le plus grand nombre de nourrissons avec les trois doses du DTC ou l'objectif initial fixé dans la proposition de SSV approuvée, le nombre le plus élevé étant retenu. Veuillez préciser l'année et le nombre de nourrissons qui ont reçu les trois doses du DTC, tel qu'il a été déclaré dans le rapport conjoint.

<sup>\*\*\*</sup> Veuillez noter que la valeur B1 est égale à 0 (zéro) tant que le **Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec les trois doses du DTC** n'a pas été saisi dans la section 4 Données de référence et objectifs annuels.

## 7. Soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN)

#### 7.1. Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination 2011

7.1.1. Avez-vous reçu la quantité approuvée de doses de vaccins pour le programme de vaccination de 2011 qui vous a été communiquée par GAVI dans sa lettre de décision ? Veuillez remplir le tableau ci-dessous **Tableau 7.1** 

Tableau 7.1: Vaccins reçus pour les vaccinations en 2011 par rapport aux quantités approuvées pour 2011

	[A]	[B]	
Type de vaccin	Doses totales pour 2011 dans la lettre de décision		Nombre total de doses dont la livraison a été reportée en 2012
DTP-HepB-Hib		473 700	113 950
Pneumococcal (PCV13)		271 600	151 200
Yellow Fever		182 500	0

<sup>\*</sup>Prière d'inclure aussi toute expédition de l'année précédente reçue conformément à cette même lettre de décision.

Si les chiffres [A] et [B] sont différents, indiquez:

 Quels sont les principaux problèmes rencontrés ? (Utilisation du vaccin plus faible que prévu en raison du retard dans l'introduction du nouveau vaccin ou couverture inférieure ? Retard dans les expéditions ? Ruptures de stock ? Stocks excessifs ? Problèmes avec la chaîne du froid ? Doses jetées car la pastille de contrôle des vaccins avait changé de couleur ou en raison de la date d'expiration ?...)

PCV13: 151 200 Doses de PCV13 prévues pour être livré fin 2010 l'ont été en 2011 pour insuffisance de doses sur le marché de PCV13, le changement de la formulation du vaccin et report de l'introduction de ce vaccin en 2011.<? xml:namespace prefix = o ns = "urn:schemas-microsoft-com:office:office" />

Pentavalent: 113 950 Doses de PCV13 prévues pour être livré fin 2010 l'ont été en 2011 pour insuffisance de doses sur le marché et le changement de la formulation du vaccin.

- Quelles mesures avez-vous prises pour améliorer la gestion des vaccins, p. ex. ajuster le plan d'expédition des vaccins ? (dans le pays et avec la Division des approvisionnements de l'UNICEF)
  - Elaboration d'un calendrier de commande de vaccin (Formulaire Forecast) en collaboration avec le Programme PEV et supply UNICEF
  - Commandes placées 3 mois à l'avance avant la date prévue de livraison
  - Monitorage mensuel des stcok de vaccin au niveau central et des Préfectures sanitaires (DVD\_MT)
  - Analyse de la gestion des vaccins (suivi des taux de perte) lors des réunions de coordination régionales trimestrielle et nationales semestrielles
  - Formation des équipes cadres des Préfectures sanitaires en logistique du PEV

# 7.1.2. S'agissant des vaccins qui figurent au **tableau 7.1**, votre pays a-t-il connu une rupture de stock en 2011? **Non**

Dans l'affirmative, combien de temps la rupture de stock a-t-elle duré ?

Veuillez décrire la raison et les conséquences de la rupture de stock, notamment si elle s'est produite au niveau central ou seulement aux niveaux inférieurs.

#### 7.2. Introduction d'un nouveau vaccin en 2011

7.2.1. Si GAVI a approuvé l'introduction d'un nouveau vaccin en 2011, veuillez vous reporter au plan d'introduction du vaccin dans la proposition approuvée et renseigner sur les réalisations:

Vaccin introduit	PCV13
------------------	-------

Introduction progressive	Non	01/07/2011
Introduction sur tout le territoire national	Oui	01/07/2011
La date et l'échelle de l'introduction sont- elles conformes aux prévisions dans la proposition ? Dans la négative, pourquoi?	Non	

#### 7.2.2. Quand prévoyez-vous de réaliser une évaluation post-introduction ? juillet 2012

Si votre pays a mené une telle évaluation post-introduction ces deux dernières années, veuillez en joindre le rapport et résumer la situation de la mise en œuvre des recommandations après cette évaluation (document numéro 20))

Le pays a réalisé l'évaluation post introduction du Pentavalent en août 2009. Les recommandations de cette évaluation sont les suivantes:<?xml:namespace prefix = o />

#### **Aux Formations Sanitaires (FOSA)**

- 1. Mettre en œuvre un système de récupération des perdus de vue dans les FOSA
- 2. Organiser la vaccination au quotidien dans les FOSA disposant d'un réfrigérateur (milieu rural et urbain)
- 3. Rétablir la vaccination en stratégie avancée

#### Aux Directeurs et Chefs des Préfectures Sanitaires

- 1. Organiser des revues trimestrielles internes au niveau de chaque préfecture pour le PEV de routine
- 2. Intégrer dans les TDR des points focaux de surveillance de PFA des activités relatives au PEV de routine
- 3. Intégrer de façon formelle le PEV de routine dans l'agenda des réunions régionale de coordination trimestrielle de surveillance des PFA
- 4. Assurer le suivi mensuel des données du PEV pour la prise des actions
- 5. Organiser des visites de supervision formatives des FOSA

#### A la Direction du PEV

- Doter les FOSA de Bangui des dispositifs et du pétrole pour pallier aux ruptures d'énergie électrique
- 2. Doter les FOSA des cartes de vaccination
- 3. Élaborer les directives claires pour l'élimination sans danger des déchets de la vaccination PEV
- Élaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités du personnel sanitaire en gestion du programme
- Mettre en place la surveillance de la méningite bactérienne pédiatrique à Hib ainsi que celui relatif au suivi des MAPI
- 6. Intégrer les nouveaux vaccins dans le PIC et le mettre en œuvre effectivement

#### Aux MSPPLS et Partenaires

- 1. Assurer le financement effectif des plans de supervision formative
- 2. Appuyer la mise en œuvre de la stratégie avancée dans le cadre de l'approche ACD.

#### 7.2.3. Manifestation postvaccinale indésirable (MAPI)

Y a-t-il un dispositif national consacré à la pharmacovigilance vaccinale? Oui

Existe-t-il un comité national d'experts chargés d'examiner les cas de MAPI? Non

Les pays dispose-t-il d'un plan institutionnel de développement de la sécurité vaccinale? Oui

Le pays partage-t-il ses données sur la sécurité des injections avec d'autres pays? Non

#### 7.3. Sommes forfaitaires de l'allocation pour l'introduction d'un nouveau vaccin 2011

#### 7.3.1. Rapport sur la gestion financière

	Montant en \$US	Montant en monnaie locale
Fonds reçus en 2011 (A)	100 000	49 800 000
Solde de fonds reporté depuis 2010	0	0

Total fonds disponibles en 2011 (C=A+B)	100 000	49 800 000
Dépenses totales en 2011 (D)	100 000	49 800 000
Solde reporté sur 2012 (E=C-D)	0	0

Détail des dépenses des fonds de l'allocation pour l'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2011

Veuillez joindre un état financier détaillé de l'utilisation de l'allocation pour l'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2011 (document No 14). Les instructions pour cet état financier sont disponibles à l'**annexe 1**. Les états financiers seront signés par le Directeur financier du PEV et le Directeur du PEV, ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.

#### 7.3.2. Rapport sur les programmes

Veuillez rendre compte des principales activités qui ont été entreprises en rapport avec l'introduction d'un nouveau vaccin, en utilisant l'allocation de GAVI pour l'introduction d'un nouveau vaccin.

La République Centrafricaine avait reçu 100 000 USD après l'approbation de la soumission à l'introduction du PCV13. Etant donné que l'introduction a été reporté à deux reprises (2010 puis 2011), les fonds ont été utilisés pour financer les activités préparatoire organisées en 2010 et 2011.<?xml:namespace prefix = o />

Les principales activités réalisées en rapport avec l'introduction du PCV13:

- Actualiser et Multiplier les supports de collecte des données et le calendrier vaccinal

Anti pneumococcique et intrants y relatif (utilisation des supports): En Juin et Juillet

- Développer des outils de communication en rapport avec le nouveau vaccin
- Former les formateurs sur le processus d'introduction du vaccin anti pneumococcique
- Former les agents des centres de vaccination sur la gestion du PEV + vaccin
- Former les agents des médias
- Réaliser et diffuser des microprogrammes sur les antennes des radiodiffusions et TV en faveur du PEV
- Former/recycler les agents du PEV en communication à tous les niveaux (avril, mai et juin)
- Organiser le lancement officiel de l'introduction du vaccin anti pneumocoque (Le 01 Juillet 2011)

Veuillez décrire tout problème rencontré dans la mise en œuvre des activités prévues

Le principal problème que le pays a connu dans le processus de l'introduction du PCV13 est le report des dates d'introduction de ce nouveau vaccin.<?xml:namespace prefix = o ns = "urn:schemas-microsoft-com:office:office" />

Veuillez décrire les activités qui seront entreprises avec le solde des fonds reporté sur 2012

#### Pas de solde

### 7.4. Rapport sur le cofinancement du pays en 2011

**Tableau 7.4 :** Cinq questions sur le cofinancement du pays

	Q.1: Quel a été le montant réel de votre quote-part et des doses cofinancée en 2011?					
Versements du cofinancement	Montant total en \$US	Montant total en doses				
1er vaccin alloué Antiamaril, 10 dose (s) par flacon, LYOPHILISÉ	18 000	14 800				
1er vaccin alloué Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	45 500	11 400				
1er vaccin alloué DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	59 000	18 900				

	Q.2: Quelles ont été les sources de foi l'année faisant l'objet du rapport 2011					
Gouvernement	Le Gouvernement est le seul bailleur dans le sous-utilisés	cofinacement de nouveaux vaccins et vaccins				
Donateur						
Autres						
	Q.3: Avez-vous acheté les fournitures faisant l'objet d'un cofinancement? Quen fournitures?					
1er vaccin alloué DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	0					
		and prévoyez-vous de transférer les fonds pour le cofinancement en quelle est la source escomptée de ce financement				
Calendrier des versements du cofinancement	Date proposée de paiement pour 2013	Source de financement				
1er vaccin alloué Antiamaril, 10 dose (s) par flacon, LYOPHILISÉ	mars	Budget Gouvernement				
1er vaccin alloué Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	mars	Budget Gouvernement				
1er vaccin alloué DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	mars	Budget Gouvernement				
	des stratégies de viabilité financière, r	Veuillez faire état de tout besoin d'assistance technique pour élaborer stratégies de viabilité financière, mobiliser des fonds pour la cination, notamment pour le cofinancement.				
	Le pays a besoin de l'appui technique de Sabin Institute pour le plaidoyer de la mobilisation des ressources financières du bdget national pour le financement de la vaccination -indépendance vaccinale) xml:namespace prefix = o ns = "urn:schemas-microsoft-com:office:office" /					

Si le pays se trouve en situation de défaut de paiement, veuillez décrire et expliquer les mesures que le pays prévoit de prendre pour s'acquitter de ses obligations de cofinancement. Pour plus d'informations, voir la politique de GAVI Alliance sur le défaut de paiement <a href="http://www.gavialliance.org/about/governance/programme-policies/co-financing/">http://www.gavialliance.org/about/governance/programme-policies/co-financing/</a>

Les mesures suivantes seront mise en place par le pays pour résoudre le problème de défaut de paiement:<? xml:namespace prefix = o />

- 1. Poursuite du plaidoyer au plus haut niveau avec l'appui des partenaires (OMS, UNICEF, GAVI, Banque Mondiale, Sabin Institute...) aussi bien pour l'allocation du budget pour le financement du PEV ainsi que son accroissement annuel de 10% :
- Suivi régulier du décaissement des crédits inscrits sur la ligne budgétaire du Programme Elargi de Vaccination au niveau du Ministère des Finances et du Budget,
- Prise en compte par le Directeur des ressources du MSPPLS pour soumission au comité d'arbitrage ;
- Paiement des montants de la contre partie nationale, se ferra à terme échu.
- 2. Elaboration du cadre des dépenses sectoriel à moyen terme (CDSMT) faisant ressortir la part de la vaccination dans les dépenses du secteur de la santé.
- 3. Elargissement du partenariat actif avec les collectivités locales, les entreprises privées, les ONG, etc.:
- Implication du secteur sanitaire privé et des ONGs dans le financement de la vaccination depuis la planification jusqu'à la mise en œuvre des activités
- Plaidoyer ciblé envers les partenaires potentiels (Représentations Diplomatiques, Organisations Internationales, Confessions religieuses) et 2. Elaboration du cadre de dépenses sectoriel à moyen terme (CDSMT) faisant ressortir la part de la vaccination dans les dépense du secteur de la santé

Le soutien de GAVI aux nouveaux vaccins est-il inclus dans le budget du secteur national de la santé? Oui

### 7.5. Gestion vaccinale (GEEV/GEV/EGV)

Veuillez noter que les outils de gestion efficace des entrepôts de vaccins (GEEV) et d'évaluation de la gestion des vaccins (EGV) ont été remplacés par un outil d'évaluation intégrée de l'efficacité de la gestion des vaccins (EVM). L'information sur l'outil EVM peut être trouvée sous <a href="http://www.who.int/immunization\_delivery/systems\_policy/logistics/en/index6.html">http://www.who.int/immunization\_delivery/systems\_policy/logistics/en/index6.html</a>

Les pays sont tenus de réaliser une évaluation de la gestion vaccinale (EGV) avant de présenter une demande de soutien en vue de l'introduction d'un nouveau vaccin. Cette évaluation se termine avec un plan d'amélioration comprenant des activités et un calendrier. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ce plan doivent être inclus dans le rapport de situation annuel. L'EGV est valable pour une période de trois ans.

Quand a-t-on réalisé la dernière évaluation de la gestion vaccinale (EGV) ou autre évaluation (GEEV OU GEV) ? août 2011

Veuillez joindre les documents suivants:

- a) le rapport de l'EGV (Document No 15)
- b) le plan d'amélioration après l'EGV (Document No 16)
- c) le rapport de situation sur les activités appliquées pendant l'année et la situation de la mise en œuvre des recommandations du plan d'amélioration (**Document No 17**)

Un rapport de situation sur le plan d'amélioration de la GEEV/GEV/EGV est une condition obligatoire

Prière de résumer les activités entreprises dans le tableau suivant:

Manques notés dans l'EGV	Mesure recommandée dans le plan d'amélioration	Situation de la mise en œuvre et raisons du retard, le cas échéant
_a supervision des activités du PEV et les progra	Organiser les missions de supervision régulières	partiellement réalisée
Besoin urgent de formation des Agents à tous les n	Formation du personnel PEV	partiellement réaqlisée
Insuffisance qualité des données PEV	Améliorer La qualité des données de PEV	Partiellement réalisée
Manque de Capacité de stockage	Acquérir et installer une nouvelle chambre froide	Non réalisée
Pas de contrat de maintenance	Etablir un contrat de maintenance pour le dépôt	Non réalisée

Y a-t-il des changements dans le plan d'amélioration, et quels en sont les motifs? **Non** Dans l'affirmative, donnez plus de détails

Quand prévoit-on de mener la prochaine évaluation de la gestion vaccinale (EGV)? septembre 2013

#### 7.6. Suivi du soutien de GAVI aux campagnes de prévention en 2011

République Centrafricaine ne présente pas de rapport sur le SVN dans le cadre d'une campagne de prévention

#### 7.7. Changement de présentation d'un vaccin

République Centrafricaine ne demande pas de changement dans la présentation vaccinale ces prochaines années.

# 7.8. Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en 2012

Si 2012 est la dernière année du soutien pluriannuel approuvé pour un vaccin et le pays souhaite prolonger le soutien de GAVI, le pays demandera une prolongation de l'accord de cofinancement avec GAVI pour un soutien aux vaccins commençant à compter de 2013 et pour la durée d'un nouveau plan pluriannuel complet (PPAC).

Veuillez entrer l'année de fin du PPAC actuel: 2015

Par la présente, le pays demande une prolongation du soutien de GAVI pour

#### \* Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE

vaccins: pour les années 2013 à 2015. En même temps, il s'engage à cofinancer l'achat de

### \* Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE

le vaccin conformément aux niveaux minimaux de cofinancement de GAVI ainsi qu'ils sont présentés à la section 7.11 Calcul des besoins.

La prolongation pluriannuelle du

#### \* Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE

soutien au vaccin est conforme au nouveau PPAC pour les années 2013 à 2015 qui est joint au présent rapport de situation annuel (Document N°21). le nouvel outil d'analyse financière est également joint.

Le CCIA a avalisé cette demande de prolongation du soutien de

#### \* Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE

vaccin lors de la réunion du CCIA dont le compte rendu est joint au présent rapport de situation annuel. (Document N°)

# 7.9. Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2013

Afin de demander un SVN pour la vaccination en 2013 prière de procéder de la manière suivante Confirmez ci-dessous que votre demande de soutien aux vaccins 2013 est conforme au tableau 7.11 Calcul des besoins **Oui** 

Si vous ne confirmez pas, veuillez expliquer pourquoi

## 7.10. prix moyens pondérés des fournitures et frais de transport y associés

### Tableau 7.10.1: Prix des produits

Estimation du prix des approvisionnements et des frais de transport liés: pour 2011 donnée par la Division des approvisionnements de l'UNICEF; à compter de 2012: Secrétariat de GAVI

Vaccin	Présentation	2011	2012	2013	2014	2015
Antiamaril, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	10		0,900	0,900	0,900	0,900
Antiamaril, 5 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	5		0,900	0,900 0,900 0,900		0,900
Antiméningococcique, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	10		0,520	0,520	0,520	0,520
Antipneumococcique (VPC10), 2 dose(s) par flacon, LIQUIDE	2		3,500	3,500	3,500	3,500
Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	1		3,500	3,500	3,500	3,500
Antirougeoleux, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	10		0,242	0,242	0,242	0,242
DTC-HepB, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	10					
DTC-HepB-Hib, 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	1		2,182	2,017	1,986	1,933
DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	10		2,182	2,017	1,986	1,933
DTC-HepB-Hib, 2 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	2		2,182	2,017	1,986	1,933
HPV bivalent, 2 dose(s) par flacon, LIQUIDE	2		5,000	5,000	5,000	5,000
HPV quadrivalent, 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	1		5,000	5,000	5,000	5,000
RR, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	10		0,494	0,494	0,494	0,494
Antirotavirus, 2calendrier -doses	1		2,550	2,550	2,550	2,550
Antirotavirus, 3calendrier -doses	1		5,000	3,500	3,500	3,500
Seringue autobloquante	0		0,047	0,047	0,047	0,047
Seringue de reconstitution pentavalent	0		0,047	0,047	0,047	0,047
Seringue de reconstitution antiamaril	0	_	0,004	0,004	0,004	0,004
Réceptacle de sécurité	0		0,006	0,006	0,006	0,006

Note: PMP prix moyen pondéré (à utiliser pour toute présentation: pour le DTC-HepB-Hib, il s'applique au flacon monodose liquide, au flacon de deux doses lyophilisé et au flacon de dix doses liquide. Pour le vaccin antiamaril, il s'applique au flacon de cinq doses lyophilisé et au flacon de dix doses lyophilisé)

### Tableau 7.10.1: Prix des produits

Estimation du prix des approvisionnements et des frais de transport liés: pour 2011 donnée par la Division des approvisionnements de l'UNICEF; à compter de 2012: Secrétariat de GAVI

Vaccin	Présentation	2016
Antiamaril, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	10	0,900
Antiamaril, 5 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	5	0,900
Antiméningococcique, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	10	0,520
Antipneumococcique (VPC10), 2 dose(s) par flacon, LIQUIDE	2	3,500
Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	1	3,500
Antirougeoleux, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	10	0,242
DTC-HepB, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	10	
DTC-HepB-Hib, 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	1	1,927
DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	10	1,927
DTC-HepB-Hib, 2 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	2	1,927
HPV bivalent, 2 dose(s) par flacon, LIQUIDE	2	5,000
HPV quadrivalent, 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	1	5,000
RR, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	10	0,494
Antirotavirus, 2calendrier -doses	1	2,550
Antirotavirus, 3calendrier -doses	1	3,500
Seringue autobloquante	0	0,047
Seringue de reconstitution pentavalent	0	0,047
Seringue de reconstitution antiamaril	0	0,004
Réceptacle de sécurité	0	0,006

**Note:** PMP prix moyen pondéré (à utiliser pour toute présentation: pour le DTC-HepB-Hib, il s'applique au flacon monodose liquide, au flacon de deux doses lyophilisé et au flacon de dix doses liquide. Pour le vaccin antiamaril, il s'applique au flacon de cinq doses lyophilisé et au flacon de dix doses lyophilisé)

Table 7.10.2: Frais de transport

Antigènes vaccinaux	Types de vaccins	Pas de seuil	500	000\$
			<b>\=</b>	^
Antiamaril	FJ	7,80 %		
Antiméningococcique	MENINACONJ UGATE	10,20 %		
Antipneumococcique (VPC10)	PNEUMO	3,00 %		
Antipneumococcique (VPC13)	PNEUMO	6,00 %		
Antirotavirus	ROTA	5,00 %		
Antirougeoleux	ROUGEOLE	14,00 %		
DTC-HepB	НЕРВНІВ	2,00 %		
DTC-HepB-Hib	НЕРВНІВ		23,80 %	6,00 %

#### 7.11. Calcul des besoins

Tableau 7.11.1: Caractéristiques pour DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE

ID		Source		2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL
	Nombre de nourrissons survivants	Tableau 4	#	138 952	141 777	144 657	147 589	150 572	723 547
	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Tableau 4	#	116 077	141 777	144 657	147 589	150 572	700 672
	Nombre d'enfants devant recevoir la troisième dose	Tableau 4	#	89 319	106 333	115 726	125 451	135 515	572 344
	Couverture vaccinale avec la troisième dose	Tableau 4	%	64,28 %	75,00 %	80,00 %	85,00 %	90,00 %	
	Nombre de doses par enfant	Paramètre	#	3	3	3	3	3	
	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau 4	#	1,14	1,33	1,11	1,11	1,11	
	Stock de vaccin le 1er janvier 2012		#	450 900					
	Nombre de doses par flacon	Paramètre	#		10	10	10	10	
	Nombre de seringues autobloquantes nécessaires	Paramètre	#		Oui	Oui	Oui	Oui	
	Nombre de seringues de reconstitution nécessaires	Paramètre	#		Non	Non	Non	Non	
	Nombre de réceptacles de sécurité nécessaires	Paramètre	#		Oui	Oui	Oui	Oui	
g	Prix par dose de vaccin	Tableau 7.10.1	\$		2,18	2,02	1,99	1,93	
СС	Cofinancement du pays par dose	Tableau sur le cofinancement	\$		0,20	0,20	0,20	0,20	
са	Prix unitaire des seringues autobloquantes	Tableau 7.10.1	\$		0,0465	0,0465	0,0465	0,0465	
cr	Prix unitaire des seringues de reconstitution	Tableau 7.10.1	\$		0	0	0	0	
cs	Prix unitaire des réceptacles de sécurité	Tableau 7.10.1	\$		0,0058	0,0058	0,0058	0,0058	
fv	Frais de transport en % de la valeur des vaccins	Tableau 7.10.2	%		6,00 %	6,00 %	6,00 %	6,00 %	
fd	Frais de transport en % de la valeur du matériel	Paramètre	%		10,00 %	10,00 %	10,00 %	10,00 %	

## Tableaux de cofinancement pour DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE

Groupe de cofinancement	Low
-------------------------	-----

	2011	2012	2013	2014	2015
Cofinancement minimal	0,15	0,20	0,20	0,20	0,20
Cofinancement recommandé conformément à APR 2010			0,20	0,20	0,20
Votre cofinancement	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20

# Tableau 7.11.2: Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (GAVI support)

		2012	2013	2014	2015
Nombre de doses de vaccin	#	143 400	436 700	447 000	454 800
Nombre de seringues autobloquantes	#	519 000	481 800	494 200	504 200
Nombre de seringues de reconstitution	#	0	0	0	0
Nombre de réceptacles de sécurité	#	5 775	5 350	5 500	5 600
Valeur totale du cofinancement par GAVI	\$	358 500	958 500	966 500	958 000

Tableau 7.11.3: Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (Country support)

		2012	2013	2014	2015
Nombre de doses de vaccin	#	13 600	45 100	47 000	49 200
Nombre de seringues autobloquantes	#	0	0	0	0
Nombre de seringues de reconstitution	#	0	0	0	0
Nombre de réceptacles de sécurité	#	0	0	0	0
Valeur totale du cofinancement par le pays	\$	31 500	96 500	99 000	101 000

**Tableau 7.11.4**: Calcul des besoins pour DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE (partie 1)

		Formule	2011	2012		
			Total	Total	Gouverneme nt	GAVI
Α	Cofinancement du pays	V	0,00 %	8,65 %		
В	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Table 5.2.1	116 077	141 777	12 260	129 517
С	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3	3		
D	Nombre de doses nécessaires	BXC	348 231	425 331	36 780	388 551
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 4	1,14	1,33		
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	DXE	396 984	565 691	48 917	516 774
G	Stock régulateur des vaccins	(F - F de l'année précédente) * 0.25		42 177	3 648	38 529
Н	Stock le 1er janvier 2012	Table 7.11.1	450 900			
ı	Total doses de vaccin nécessaires	F + G – H		156 968	13 574	143 394
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin		10		
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	(D + G – H) * 1.11		518 934	0	518 934
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	I/J * 1.11		0	0	0
М	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	(K + L) /100 * 1.11		5 761	0	5 761
N	Coût des vaccins nécessaires	I x prix du vaccin par dose ((g)		342 505	29 617	312 888
o	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	K x prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)		24 131	0	24 131
Р	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	L x prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)		0	0	0
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	M x prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)		34	0	34
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	N x Frais de transport en % de la valeur des vaccins (fv)		20 551	1 778	18 773
s	Frais de transport du matériel nécessaire	(O+P+Q) x frais de transport en % de la valeur des fournitures (fd)		2 417	0	2 417
Т	Total financement nécessaire	(N+O+P+Q+R+S)		389 638	31 394	358 244
U	Cofinancement total du pays	I x cofinancement du pays par dose (cc)		31 394		
V	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / (N + R)		8,65 %		

Tableau 7.11.4: Calcul des besoins pour DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE (partie 2)

		Formule	2013			2014			
			Total	Gouverneme nt	GAVI	Total	Gouverneme nt	GAVI	
Α	Cofinancement du pays	V	9,35 %			9,50 %			
В	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Table 5.2.1	144 657	13 532	131 125	147 589	14 022	133 567	
С	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3			3			
D	Nombre de doses nécessaires	BXC	433 971	40 596	393 375	442 767	42 066	400 701	
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 4	1,11			1,11			
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	DXE	481 708	45 062	436 646	491 472	46 693	444 779	
G	Stock régulateur des vaccins	(F - F de l'année précédente) * 0.25	0	0	0	2 441	232	2 209	
Н	Stock le 1er janvier 2012	Table 7.11.1							
ı	Total doses de vaccin nécessaires	F + G – H	481 708	45 062	436 646	493 913	46 925	446 988	
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin	10			10			
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	(D + G – H) * 1.11	481 708	0	481 708	494 181	0	494 181	
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	I/J * 1.11	0	0	0	0	0	0	
М	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	(K + L) /100 * 1.11	5 347	0	5 347	5 486	0	5 486	
N	Coût des vaccins nécessaires	I x prix du vaccin par dose ((g)	971 606	90 889	880 717	980 912	93 192	887 720	
o	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	K x prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)	971 606	0	22 400	980 912	0	22 980	
Р	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	L x prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)	0	0	0	0	0	0	
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	M x prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)	32	0	32	32	0	32	
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	N x Frais de transport en % de la valeur des vaccins (fv)	58 297	5 454	52 843	58 855	5 592	53 263	
s	Frais de transport du matériel nécessaire	(O+P+Q) x frais de transport en % de la valeur des fournitures (fd)	2 244	0	2 244	2 302	0	2 302	
Т	Total financement nécessaire	(N+O+P+Q+R+S)	1 054 579	96 342	958 237	1 065 081	98 783	966 298	
U	Cofinancement total du pays	I x cofinancement du pays par dose (cc)	96 342			98 783			
٧	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / (N + R)	9,35 %			9,50 %			

**Tableau 7.11.4**: Calcul des besoins pour DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE (partie 3)

	QUIDE (partie 3)	Formule			
			Total	Gouverneme nt	GAVI
Α	Cofinancement du pays	V	9,76 %		
В	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Table 5.2.1	150 572	14 698	135 874
С	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3		
D	Nombre de doses nécessaires	BXC	451 716	44 092	407 624
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 4	1,11		
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	DXE	501 405	48 942	452 463
G	Stock régulateur des vaccins	(F - F de l'année précédente) * 0.25	2 484	243	2 241
Н	Stock le 1er janvier 2012	Table 7.11.1			
ı	Total doses de vaccin nécessaires	F+G-H	503 889	49 185	454 704
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin	10		
κ	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	(D + G – H) * 1.11	504 163	0	504 163
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	I/J*1.11	0	0	0
М	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	(K + L) /100 * 1.11	5 597	0	5 597
N	Coût des vaccins nécessaires	I x prix du vaccin par dose ((g)	974 018	95 074	878 944
o	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	K x prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)	23 444	0	23 444
Р	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	L x prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)	0	0	0
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	M x prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)	33	0	33
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	N x Frais de transport en % de la valeur des vaccins (fv)	58 442	5 705	52 737
s	Frais de transport du matériel nécessaire	(O+P+Q) x frais de transport en % de la valeur des fournitures (fd)	2 348	0	2 348
Т	Total financement nécessaire	(N+O+P+Q+R+S)	1 058 285	100 778	957 507
U	Cofinancement total du pays	I x cofinancement du pays par dose (cc)	100 778		
٧	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / (N + R)	9,76 %		

Tableau 7.11.1: Caractéristiques pour Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE

ID		Source		2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL
	Nombre de nourrissons survivants	Tableau 4	#	138 952	141 777	144 657	147 589	150 572	723 547
	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Tableau 4	#	52 679	112 649	14 657	147 589	150 572	478 146
	Nombre d'enfants devant recevoir la troisième dose	Tableau 4	#	11 782	85 599	115 726	125 451	135 515	474 073
	Couverture vaccinale avec la troisième dose	Tableau 4	%	8,48 %	60,38 %	80,00 %	85,00 %	90,00 %	
	Nombre de doses par enfant	Paramètre	#	3	3	3	3	3	
	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau 4	#	1,05	1,05	1,05	1,05	1,05	
	Stock de vaccin le 1er janvier 2012		#	169 700					
	Nombre de doses par flacon	Paramètre	#		1	1	1	1	
	Nombre de seringues autobloquantes nécessaires	Paramètre	#		Oui	Oui	Oui	Oui	
	Nombre de seringues de reconstitution nécessaires	Paramètre	#		Non	Non	Non	Non	
	Nombre de réceptacles de sécurité nécessaires	Paramètre	#		Oui	Oui	Oui	Oui	
g	Prix par dose de vaccin	Tableau 7.10.1	\$		3,50	3,50	3,50	3,50	
СС	Cofinancement du pays par dose	Tableau sur le cofinancement	\$		0,20	0,20	0,20	0,20	
ca	Prix unitaire des seringues autobloquantes	Tableau 7.10.1	\$		0,0465	0,0465	0,0465	0,0465	
cr	Prix unitaire des seringues de reconstitution	Tableau 7.10.1	\$		0	0	0	0	
cs	Prix unitaire des réceptacles de sécurité	Tableau 7.10.1	\$		0,0058	0,0058	0,0058	0,0058	
fv	Frais de transport en % de la valeur des vaccins	Tableau 7.10.2	%		6,00 %	6,00 %	6,00 %	6,00 %	
fd	Frais de transport en % de la valeur du matériel	Paramètre	%		10,00 %	10,00 %	10,00 %	10,00 %	

## Tableaux de cofinancement pour Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE

|--|

	2011	2012	2013	2014	2015
Cofinancement minimal	0,15	0,20	0,20	0,20	0,20
Cofinancement recommandé conformément à APR 2010					
Votre cofinancement	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20

# Tableau 7.11.2: Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (GAVI support)

		2012	2013	2014	2015
Nombre de doses de vaccin	#	219 900	43 700	538 900	451 000
Nombre de seringues autobloquantes	#	427 600	48 900	607 700	504 100
Nombre de seringues de reconstitution	#	0	0	0	0
Nombre de réceptacles de sécurité	#	4 750	550	6 750	5 600
Valeur totale du cofinancement par GAVI	\$	838 000	165 000	2 030 500	1 699 000

Tableau 7.11.3: Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (Country support)

		2012	2013	2014	2015
Nombre de doses de vaccin	#	12 600	2 500	30 800	25 700
Nombre de seringues autobloquantes	#	0	0	0	0
Nombre de seringues de reconstitution	#	0	0	0	0
Nombre de réceptacles de sécurité	#	0	0	0	0
Valeur totale du cofinancement par le pays	\$	46 500	9 500	114 000	95 500

**Tableau 7.11.4**: Calcul des besoins pour Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE (partie 1)

		Formule	2011	2012		
			Total	Total	Gouverneme nt	GAVI
Α	Cofinancement du pays	V	0,00 %	5,39 %		
В	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Table 5.2.1	52 679	112 649	6 073	106 576
С	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3	3		
D	Nombre de doses nécessaires	BXC	158 037	337 947	18 219	319 728
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 4	1,05	1,05		
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	DXE	165 939	354 845	19 130	335 715
G	Stock régulateur des vaccins	(F - F de l'année précédente) * 0.25		47 227	2 546	44 681
Н	Stock le 1er janvier 2012	Table 7.11.1	169 700			
ı	Total doses de vaccin nécessaires	F+G-H		232 372	12 527	219 845
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin		1		
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	(D + G – H) * 1.11		427 544	0	427 544
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	I/J*1.11		0	0	0
М	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	(K + L) /100 * 1.11		4 746	0	4 746
N	Coût des vaccins nécessaires	I x prix du vaccin par dose ((g)		813 302	43 845	769 457
o	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	K x prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)		19 881	0	19 881
Р	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	L x prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)		0	0	0
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	M x prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)		28	0	28
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	N x Frais de transport en % de la valeur des vaccins (fv)		48 799	2 631	46 168
s	Frais de transport du matériel nécessaire	(O+P+Q) x frais de transport en % de la valeur des fournitures (fd)		1 991	0	1 991
Т	Total financement nécessaire	(N+O+P+Q+R+S)		884 001	46 475	837 526
U	Cofinancement total du pays	I x cofinancement du pays par dose (cc)		46 475		
٧	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / (N + R)		5,39 %		

**Tableau 7.11.4**: Calcul des besoins pour Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE (partie 2)

		Formule		2013			2014	
			Total	Gouverneme nt	GAVI	Total	Gouverneme nt	GAVI
Α	Cofinancement du pays	V	5,39 %			5,39 %		
В	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Table 5.2.1	14 657	791	13 866	147 589	7 957	139 632
С	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3			3		
D	Nombre de doses nécessaires	BXC	43 971	2 371	41 600	442 767	23 869	418 898
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 4	1,05			1,05		
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	DXE	46 170	2 489	43 681	464 906	25 063	439 843
G	Stock régulateur des vaccins	(F - F de l'année précédente) * 0.25	0	0	0	104 684	5 644	99 040
Н	Stock le 1er janvier 2012	Table 7.11.1						
ı	Total doses de vaccin nécessaires	F + G – H	46 170	2 489	43 681	569 590	30 706	538 884
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin	1			1		
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	(D + G – H) * 1.11	48 808	0	48 808	607 671	0	607 671
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	I/J * 1.11	0	0	0	0	0	0
М	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	(K + L) /100 * 1.11	542	0	542	6 746	0	6 746
N	Coût des vaccins nécessaires	I x prix du vaccin par dose ((g)	161 595	8 712	152 883	1 993 565	107 470	1 886 095
o	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	K x prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)	161 595	0	2 270	1 993 565	0	28 257
Р	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	L x prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)	0	0	0	0	0	0
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	M x prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)	4	0	4	40	0	40
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	N x Frais de transport en % de la valeur des vaccins (fv)	9 696	523	9 173	119 614	6 449	113 165
s	Frais de transport du matériel nécessaire	(O+P+Q) x frais de transport en % de la valeur des fournitures (fd)	228	0	228	2 830	0	2 830
Т	Total financement nécessaire	(N+O+P+Q+R+S)	173 793	9 234	164 559	2 144 306	113 918	2 030 388
U	Cofinancement total du pays	I x cofinancement du pays par dose (cc)	9 234			113 918		
٧	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / (N + R)	5,39 %			5,39 %		

**Tableau 7.11.4**: Calcul des besoins pour Antipneumococcique (VPC13), 1 dose (s) par flacon, LIQUIDE (partie 3)

		Formule		2015	
			Total	Gouverneme nt	GAVI
Α	Cofinancement du pays	V	5,39 %		
В	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Table 5.2.1	150 572	8 118	142 454
С	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3		
D	Nombre de doses nécessaires	BXC	451 716	24 352	427 364
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 4	1,05		
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	DXE	474 302	25 570	448 732
G	Stock régulateur des vaccins	(F - F de l'année précédente) * 0.25	2 349	127	2 222
Н	Stock le 1er janvier 2012	Table 7.11.1			
ı	Total doses de vaccin nécessaires	F+G-H	476 651	25 696	450 955
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin	1		
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	(D + G – H) * 1.11	504 013	0	504 013
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	I/J*1.11	0	0	0
М	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	(K + L) /100 * 1.11	5 595	0	5 595
N	Coût des vaccins nécessaires	I x prix du vaccin par dose ((g)	1 668 279	89 935	1 578 344
o	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	K x prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)	23 437	0	23 437
Р	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	L x prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)	0	0	0
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	M x prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)	33	0	33
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	N x Frais de transport en % de la valeur des vaccins (fv)	100 097	5 397	94 700
s	Frais de transport du matériel nécessaire	(O+P+Q) x frais de transport en % de la valeur des fournitures (fd)	2 347	0	2 347
Т	Total financement nécessaire	(N+O+P+Q+R+S)	1 794 193	95 331	1 698 862
U	Cofinancement total du pays	I x cofinancement du pays par dose (cc)	95 331		
V	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / (N + R)	5,39 %		

Tableau 7.11.1: Caractéristiques pour Antiamaril, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ

ID		Source		2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL
	Nombre de nourrissons survivants	Tableau 4	#	138 952	141 777	144 657	147 589	150 572	723 547
	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Tableau 4	#	111 826	106 333	80,00 %	125 451	135 515	594 851
	Nombre de doses par enfant	Paramètre	#	1	1	1	1	1	
	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau 4	#	1,33	1,25	1,18	1,18	1,18	
	Stock de vaccin le 1er janvier 2012		#	66 000					
	Nombre de doses par flacon	Paramètre	#		10	10	10	10	
	Nombre de seringues autobloquantes nécessaires	Paramètre	#		Oui	Oui	Oui	Oui	
	Nombre de seringues de reconstitution nécessaires	Paramètre	#		Oui	Oui	Oui	Oui	
	Nombre de réceptacles de sécurité nécessaires	Paramètre	#		Oui	Oui	Oui	Oui	
g	Prix par dose de vaccin	Tableau 7.10.1	\$		0,90	0,90	0,90	0,90	
СС	Cofinancement du pays par dose	Tableau sur le cofinancement	\$		0,20	0,20	0,20	0,20	
са	Prix unitaire des seringues autobloquantes	Tableau 7.10.1	\$		0,0465	0,0465	0,0465	0,0465	
cr	Prix unitaire des seringues de reconstitution	Tableau 7.10.1	\$		0	0	0	0	
cs	Prix unitaire des réceptacles de sécurité	Tableau 7.10.1	\$		0,0058	0,0058	0,0058	0,0058	
fv	Frais de transport en % de la valeur des vaccins	Tableau 7.10.2	%		7,80 %	7,80 %	7,80 %	7,80 %	
fd	Frais de transport en % de la valeur du matériel	Paramètre	%		10,00 %	10,00 %	10,00 %	10,00 %	

# Tableaux de cofinancement pour Antiamaril, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ

Groupe de cofinancement	Low
-------------------------	-----

	2011	2012	2013	2014	2015
Cofinancement minimal	0,10	0,20	0,20	0,20	0,20
Cofinancement recommandé conformément à APR 2010			0,20	0,20	0,20
Votre cofinancement	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20

# Tableau 7.11.2: Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (GAVI support)

		2012	2013	2014	2015
Nombre de doses de vaccin	#	53 200	109 200	119 800	129 300
Nombre de seringues autobloquantes	#	118 100	129 500	142 500	153 800
Nombre de seringues de reconstitution	#	7 500	15 300	16 800	18 100
Nombre de réceptacles de sécurité	#	1 400	1 625	1 775	1 925
Valeur totale du cofinancement par GAVI	\$	58 000	113 000	124 000	133 500

# Tableau 7.11.3: Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (Country support)

		2012	2013	2014	2015
Nombre de doses de vaccin	#	13 800	28 400	31 200	33 600
Nombre de seringues autobloquantes	#	0	0	0	0

Nombre de seringues de reconstitution	#	0	0	0	0
Nombre de réceptacles de sécurité	#	0	0	0	0
Valeur totale du cofinancement par le pays	\$	13 500	27 500	30 500	33 000

**Tableau 7.11.4**: Calcul des besoins pour Antiamaril, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ (partie 1)

<u> </u>		Formule	2011		2012	
			Total	Total	Gouverneme nt	GAVI
Α	Cofinancement du pays	V	0,00 %	20,61 %		
В	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Table 5.2.1	111 826	106 333	21 921	84 412
С	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	1	1		
D	Nombre de doses nécessaires	BXC	111 826	106 333	21 921	84 412
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 4	1,33	1,25		
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	DXE	148 729	132 917	27 401	105 516
G	Stock régulateur des vaccins	(F - F de l'année précédente) * 0.25		0	0	0
Н	Stock le 1er janvier 2012	Table 7.11.1	66 000			
ı	Total doses de vaccin nécessaires	F + G – H		66 917	13 795	53 122
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin		10		
ĸ	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	(D + G – H) * 1.11		118 030	0	118 030
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	I/J*1.11		7 428	0	7 428
М	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	(K + L) /100 * 1.11		1 393	0	1 393
N	Coût des vaccins nécessaires	I x prix du vaccin par dose ((g)		60 226	12 416	47 810
o	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	K x prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)		5 489	0	5 489
Р	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	L x prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)		28	0	28
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	M x prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)		9	0	9
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	N x Frais de transport en % de la valeur des vaccins (fv)		4 698	969	3 729
s	Frais de transport du matériel nécessaire	(O+P+Q) x frais de transport en % de la valeur des fournitures (fd)		553	0	553
т	Total financement nécessaire	(N+O+P+Q+R+S)		71 003	13 384	57 619
U	Cofinancement total du pays	I x cofinancement du pays par dose (cc)		13 384		
v	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / (N + R)		20,61 %		

Tableau 7.11.4: Calcul des besoins pour Antiamaril, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ (partie 2)

		Formule		2013			2014	
			Total	Gouverneme nt	GAVI	Total	Gouverneme nt	GAVI
Α	Cofinancement du pays	V	20,61 %			20,61 %		
В	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Table 5.2.1	115 726	23 857	91 869	125 451	25 862	99 589
С	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	1			1		
D	Nombre de doses nécessaires	BXC	115 726	23 857	91 869	125 451	25 862	99 589
Е	Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 4	1,18			1,18		
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	DXE	136 557	28 151	108 406	148 033	30 517	117 516
G	Stock régulateur des vaccins	(F - F de l'année précédente) * 0.25	910	188	722	2 869	592	2 277
Н	Stock le 1er janvier 2012	Table 7.11.1						
I	Total doses de vaccin nécessaires	F + G – H	137 467	28 339	109 128	150 902	31 108	119 794
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin	10			10		
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	(D + G – H) * 1.11	129 466	0	129 466	142 436	0	142 436
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	I/J * 1.11	15 259	0	15 259	16 751	0	16 751
М	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	(K + L) /100 * 1.11	1 607	0	1 607	1 767	0	1 767
N	Coût des vaccins nécessaires	I x prix du vaccin par dose ((g)	123 721	25 505	98 216	135 812	27 998	107 814
o	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	K x prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)	123 721	0	6 021	135 812	0	6 624
Р	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	L x prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)	57	0	57	62	0	62
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	M x prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)	10	0	10	11	0	11
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	N x Frais de transport en % de la valeur des vaccins (fv)	9 651	1 990	7 661	10 594	2 184	8 410
s	Frais de transport du matériel nécessaire	(O+P+Q) x frais de transport en % de la valeur des fournitures (fd)	609	0	609	670	0	670
Т	Total financement nécessaire	(N+O+P+Q+R+S)	140 069	27 494	112 575	153 773	30 181	123 592
U	Cofinancement total du pays	I x cofinancement du pays par dose (cc)	27 494			30 181		
V	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / (N + R)	20,61 %			20,61 %		

**Tableau 7.11.4**: Calcul des besoins pour Antiamaril, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ (partie 3)

	OPHILISE (partie 3)	Formule		2015	
			Total	Gouverneme nt	GAVI
Α	Cofinancement du pays	V	20,61 %		
В	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Table 5.2.1	135 515	27 936	107 579
С	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	1		
D	Nombre de doses nécessaires	BXC	135 515	27 936	107 579
Е	Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 4	1,18		
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	DXE	159 908	32 965	126 943
G	Stock régulateur des vaccins	(F - F de l'année précédente) * 0.25	2 969	613	2 356
н	Stock le 1er janvier 2012	Table 7.11.1			
ı	Total doses de vaccin nécessaires	F + G – H	162 877	33 577	129 300
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin	10		
ĸ	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	(D + G – H) * 1.11	153 718	0	153 718
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	I/J*1.11	18 080	0	18 080
М	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	(K + L) /100 * 1.11	1 907	0	1 907
N	Coût des vaccins nécessaires	I x prix du vaccin par dose ((g)	146 590	30 219	116 371
o	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	K x prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)	7 148	0	7 148
Р	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	L x prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)	67	0	67
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	M x prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)	12	0	12
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	N x Frais de transport en % de la valeur des vaccins (fv)	11 435	2 358	9 077
s	Frais de transport du matériel nécessaire	(O+P+Q) x frais de transport en % de la valeur des fournitures (fd)	723	0	723
Т	Total financement nécessaire	(N+O+P+Q+R+S)	165 975	32 576	133 399
U	Cofinancement total du pays	I x cofinancement du pays par dose (cc)	32 576		
v	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / (N + R)	20,61 %		

# 8. Soutien à la sécurité des injections (SSI)

République Centrafricaine ne présente pas de rapport sur le soutien à la sécurité des injections (SSI) en 2012

9. Soutien au renforcement des systèmes de santé (RSS)

#### Instructions relatives aux informations à fournir sur les fonds de RSS reçus

- 1. Seuls les pays dont la demande de RSS a été approuvée pour <u>et</u> et qui ont reçu des fonds avant ou pendant la période de janvier à décembre 2011. Tous les pays doivent fournir des informations sur :
  - a. Les progrès accomplis en 2011
  - b. La mise en œuvre du RSS de janvier à avril 2012 (rapport transitoire)
  - c. les plans pour 2013
  - d. Les changements proposés aux activités et au budget approuvés (voir n° 4 ci-dessous)

Les pays qui ont reçu des fonds de RSS au cours des trois derniers mois de 2011 ou qui ont enregistré d'autres types de retards ayant limité la mise en œuvre en 2011 peuvent utiliser cette section comme rapport initial afin de rendre compte des activités de lancement.

- 2. Afin de mieux aligner le rapport relatif au soutien RSS sur les processus nationaux, les pays dont l'exercice fiscal 2011 commence en janvier 2011 et se termine en décembre 2011, devront faire parvenir leur rapport sur le RSS à GAVI Alliance avant le **15 mai 2012**. Pour les autres pays, les rapports sur le RSS devraient être reçus par GAVI Alliance environ six mois après la fin de l'exercice fiscal du pays: ainsi, si l'exercice fiscal du pays s'achève en mars 2012, les rapports sur le RSS seront attendus par GAVI Alliance d'ici à septembre 2012.
- 3. Veuillez utiliser votre proposition approuvée pour rédiger ce rapport de situation annuel. Prière de remplir ce modèle de rapport soigneusement et avec exactitude. Si nécessaire, veuillez utiliser plus d'espace que celui qui est prévu dans le formulaire.
- 4. Si vous proposez des changements aux activités et au budget approuvés (reprogrammation), veuillez décrire ces changements dans le présent rapport (tableaux/sections 9.5, 9.6 et 9.7 et justifier chaque changement de manière que le CEI puisse approuver les activités et le budget révisés. Veuillez noter que si le changement dans le budget dépasse 15% de l'allocation approuvée pour l'activité spécifique pendant cet exercice financier, cette proposition de changement devra être présentée au CEI pour approbation. Les changements doivent avoir été discutés et documentés dans les comptes rendus du CCSS (ou équivalent).
- 5. Si vous demandez une nouvelle tranche de financement, merci de le signaler à la section 9.1.2.
- 6. Assurez-vous, avant de le présenter au Secrétariat de GAVI Alliance, que ce rapport ait été avalisé par les mécanismes nationaux de coordination compétents (CCSS ou équivalent), comme le prévoit la page des signatures en ce qui concerne l'exactitude et la validité des faits, des chiffres et des sources utilisés.
- 7. Veuillez joindre toutes les <u>pièces justificatives</u>. Ces documents comprennent:
  - a. Compte rendu des réunions du CCSS tenues en 2011
  - b. Compte rendu de la réunion du CCSS en 2012 qui a avalisé le présent rapport
  - c. Le plus récent rapport d'examen du secteur de la santé
  - d. État financier de l'utilisation des fonds RSS pendant l'année calendaire 2011
  - e. Rapport de vérification externe des comptes des fonds RSS pendant l'exercice fiscal le plus récent (si disponible).
- 8. Le Comité d'examen indépendant (CEI) de GAVI Alliance évalue tous les rapports de situation annuels. En plus des informations dont la liste figure ci-dessus, le CEI demande que les données suivantes soient incluses dans cette section afin d'approuver de nouvelles tranches de financement de RSS :
  - a. Les rapports sur les indicateurs convenus, tels que figurant dans le cadre approuvé de suivi et d'évaluation, la proposition et la lettre d'approbation
  - b. La démonstration (preuves tangibles à l'appui) des liens étroits entre les activités, les produits, les résultats et les indicateurs d'impact ;
  - c. Un aperçu de l'assistance technique qui peut être nécessaire pour soutenir la mise en œuvre ou le suivi de l'investissement de RSS de GAVI la prochaine année.
- 9. Un rapport inexact, incomplet ou non fondé peut inciter le CEI à renvoyer le rapport au pays pour obtenir des éclaircissements (ce qui risque d'occasionner des retards dans le versement d'autres fonds de RSS) ou à recommander de ne pas débloquer de nouveaux fonds de RSS ou encore à verser seulement une partie de la prochaine tranche.

#### 9.1. Rapport sur l'utilisation des fonds de RSS en 2011 et demande d'une nouvelle tranche

#### 9.1.1. Rapport sur l'utilisation des fonds de RSS en 2011

Veuillez compléter les <u>tableaux 9.1.3.a</u> et <u>9.1.3.b</u> (comme dans le rapport de situation annuel) pour chaque année du programme pluriannuel de RSS approuvé en \$US et en monnaie locale

Note : si vous demandez une nouvelle tranche de financement, veillez à bien remplir la dernière ligne du <u>tableau 9.1.3.a</u> et <u>9.1.3.b</u>..

9.1.2. Veuillez indiquer si vous demandez une nouvelle tranche de financement Oui Dans l'affirmative, veuillez préciser le montant du financement demandé: 359000 US\$

# 9.1.3. Le soutien de RSS de GAVI est-il inclus dans le budget du secteur national de la santé? Pas sélectionnée

NB: Le pays doit remplir les tableaux en \$US et en monnaie locale. Cela permettra de vérifier la cohérence des données dans la perspective de la politique sur la transparence et la responsabilisation.

#### Tableau 9.1.3a \$(US)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Budget annuel original (selon la proposition de RSS initialement approuvée)		1893000	591000	359000	320000	359000
Budget annuel révisé (s'il a été révisé au cours de l'examen de rapports annuels précédents)			2483985	2251985	1373621	1743624
Fonds totaux reçus de GAVI pendant l'année calendaire (A)		1893000	0	0	591000	
Solde reporté depuis l'année précédente (A)		0	1892985	1053621	914793	1384624
Total fonds disponibles pendant l'année calendaire ( <i>C</i> = <i>A</i> + <i>B</i> )		1893000	1892985	1053621	1505793	1384624
Dépenses totales pendant l'année calendaire ( <i>D</i> )		15	839363	138828	121169	
Solde reporté sur la prochaine année calendaire ( <i>E=C-D</i> )		1892985	1053621	914793	1384624	
Montant de financement demandé pour la/les prochaine (s) année(s) calendaire (s) [veillez à bien remplir cette ligne si vous demandez une nouvelle tranche de financement)	0	591000	359000	320000	359000	320000

### Tableau 9.1.3b (Monnaie locale)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Budget annuel original (selon la proposition de RSS initialement approuvée)		771164320	292805040	165025120	157120000	165025120

Budget annuel révisé (s'il a été révisé au cours de l'examen de rapports annuels précédents)			1063250090	593849169	529381538	723168403
Fonds totaux reçus de GAVI pendant l'année calendaire (A)		770451000	0	0	165025120	0
Solde reporté depuis l'année précédente (A)		0	770445050	428824049	372261538	558143283
Total fonds disponibles pendant l'année calendaire ( <i>C=A+B</i> )		770451000	770445050	428824049	537286658	558143283
Dépenses totales pendant l'année calendaire ( <i>D</i> )		5950	341621001	56503011	88618580	104873317
Solde reporté sur la prochaine année calendaire ( <i>E=C-D</i> )		770445050	428824049	372261538	558143283	451269966
Montant de financement demandé pour la/les prochaine (s) année(s) calendaire (s) [veillez à bien remplir cette ligne si vous demandez une nouvelle tranche de financement)	0	292805040	165025120	157120000	165025120	157120000

#### Rapport sur les fluctuations du taux de change

Veuillez indiquer au <u>tableau 9.3.c</u> ci-dessous le taux de change utilisé à l'ouverture et à la clôture pour chaque année calendaire.

#### Tableau 9.1.3.c

Taux de change	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ouverture au 1er janvier	504,66	445,72	495,44	459,68	491	509
Clôture au 31 décembre	449,92	481,54	449,31	461,02	498	

#### Détail des dépenses des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2011

Veuillez joindre un état financier détaillé sur l'utilisation des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2011 (les instructions pour cet état financier sont jointes dans les annexes en ligne du rapport de situation annuel). Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé. (Document numéro: 9)

Si des dépenses pour la période comprise entre janvier et avril 2012 sont indiquées au tableau 14, un état financier détaillé et séparé de l'utilisation de ces fonds de RSS doit aussi être joint (**Document numéro: 22**)

#### Gestion financière des fonds de RSS

Décrivez brièvement les dispositions et les procédures de gestion financière utilisées pour les fonds de RSS. Indiquez si les fonds de RSS ont été inclus dans les plans et le budget du secteur national de la santé. Signalez également tout problème rencontré lors de l'utilisation des fonds de RSS, par exemple des retards dans la mise à disposition des fonds pour la réalisation du programme

Veuillez préciser : le type de compte(s) bancaire(s) utilisé(s) (compte commercial ou gouvernemental) ; les procédures d'approbation des budgets ; la manière dont les fonds sont acheminés aux niveaux sous-nationaux ; les dispositions de préparation des rapports financiers aux niveaux sous-national et national ; et le rôle global du CCIA dans ce processus.

Les fonds RSS sont pris en compte dans les plans et budget du secteur. Dans la loi de finances le fonds RSS est inclus dans la rubrique financement extérieurs.<?xml:namespace prefix = o />

Un plan annuel est élaborer par la DEP et soumis à l'approbation du Comité sectoriel Santé VIH/SIDA de mise en œuvre et d'Evaluation du DSRP (CSSSEMODSRP) équivalent de CCSS. Ce plan validé entre en vigueur après signature du Ministre de la Santé et du Représentant de l'OMS. L'utilisation du fonds est faite conformément aux activités prévues dans le plan.

Un compte bancaire est ouvert pour le volet GAVI/RSS au niveau d'une banque commerciale, Ecobank à Bangui la capitale. Les signataires du compte sont le Ministre de la Santé et le Représentant de l'Organisation Mondiale de la Santé en République Centrafricaine. Chaque signataires a deux suppléants : deux cadres désignés du Ministère de la Santé (i) la Directeur de Cabinet (DIRCAB) du Ministère de la Santé (ii) le Directeur Général des Services Centraux et des Etablissements Hospitaliers(DGSCEH) ; deux cadres de l'OMS (iii) le MPN(iv) le Conseiller en matière de VIH/SIDA.

Au niveau intermédiaire et périphérique la mission d'EGF de juin 2011 a fait des propositions pour la gestion des fonds par le Direction des Régions sanitaires et les District sanitaires. Ces comptes seront auront la double signature du Directeur de la région sanitaire et du Chef de service de soins et supervision, et pour les districts du Médecin Chef de District et du Chef de Section Planification et programmation. Les Structures qui ont des compte déjà ouverts doivent les utilisés en révisant les signataires. Il faut souligner que des signataires suppléants sont désignés pour chaque compte.

Compte tenu que les comptes de plusieurs districts ne sont pas toujours ouverts, la mise à disposition des ressources à ce niveau est faite par le niveau central. Après approbations des activités contenues dans le plan annuel validé. Les requêtes sont préparées par les directions centrales en charges des activités et envoyés à la Direction des Etudes et de la planification (DEP) pour traitement, ou par la DEP. Les Chèques sont remplis parle Gestionnaire du volet GAVI/RSS au niveau de la DEP et transmis par voies hiérarchique (après VISA du DIRCAB et du DGSCEH) pour les signatures du Ministre de la Santé et du Représentant de l'OMS. Les fonds sont ensuite mis à la disposition des Directions Centrales en charge pour l'appui à l'exécution des activités au niveau des districts ou transmis directement à l'équipe cadre de district pour la mise en œuvre des activités. Pour le pétrole, les médicaments et les équipements (motos) les achats sont faits par le niveau central et remis aux structures décentralisées qui se charge des formations sanitaires. Les rapports techniques et financiers sont ensuite transmis à la DEP pour documentation.

#### A-t-on réalisé une vérification externe des comptes? Non

Les rapports de vérification externe des comptes des programmes de RSS doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice fiscal de votre Gouvernement. Si un rapport de vérification externe des comptes est disponible pour votre programme de RSS pendant l'exercice fiscal le plus récent, il conviendra de le joindre aussi (Document numéro: 26)

#### 9.2. Progrès des activités de RSS pendant l'année fiscale 2011

Veuillez utiliser le tableau 9.2 pour rendre compte des principales activités réalisées pour renforcer la vaccination avec des fonds de RSS. Il est très important de renseigner précisément sur l'étendue des progrès et l'utilisation du cadre de suivi et d'évaluation de votre demande originale et de la lettre de décision.

Veuillez donner les informations suivantes pour chaque activité planifiée:

- Le pourcentage de l'activité achevée, le cas échéant
- Une explication des progrès accomplis et éventuellement des obstacles rencontrés
- La source des informations/données, si besoin est

Tableau 9.2: Activités de RSS pendant l'année 2011 faisant l'objet du rapport

Principales activités (insérer autant de lignes que nécessaire)	Activité planifiée pour 2011	Pourcentage d'activité achevée (taux annuel) (le cas échéant)	Source des informations/données (si besoin est)
1. Appui opérationnalisation Districts Sanitaires			
1.1. Extension de la couverture sanitaire de la RC		0	
1.1.1	Réhabiliter/construire les CS et les PS	0	Rapport d'activité 2011
1.1.1.1	Préparer et suivre les travaux	0	Rapport d'activité 2011

1.1.1.2	Exécuter les travaux	0	Rapport d'activité 2011
1.1.2	Equiper CS et PS en matériel médial et CDF	0	
1.1.2.1	Doter 12 districts en consommables CDF	50	Rapport d'activité 2011
1.1.2.2	Equiper CS ou PS en matériels de chaîne de froid	50	Rapport d'activité 2011
1.1.2.3	Equiper CS et PS en matériel médial	0	Rapport d'activité 2011
1.1.3	Approvisionner les CS et les PS en médicaments et intrants spécifiques	0	Rapport d'activité 2011
1.1.4	Organiser formation et reçyclage du personnel de santé des CS	0	
1.1.4.1	Former 86 personnels de santé dans 3 district de la RS 2 et 62 dans 2 districts de la RS 4 en gestion du PEV de routine	0	Activité en cours, rapport d'activité 2011
1.1.4.2	Former 107personnels de santé dansdans 3 district de la RS 2 et 72 dans 2 district de la RS 4 à l'introduction du vaccin contre le pneumocoque	100	Rapport d'activité 2011
1.1.4.3	Former 107personnels de santé dans 3 districts de la RS 2 et 72 dans 2 districts de la RS 4 Former le personnel de santé en gestion du SNIS	0	Rapport d'activité 2011
1.1.5	Recruter et rémunérer les agents sous contrat en faveur des DS appuyés	0	Rapport d'activité 2011
1.1.5.1	Recruter et rémunérer 109 agents de santé qualifiés sous contrat en faveur des FOSA des 6 DS appuyés	61	Rapport d'activité 2011
1.1.6	Assurer le paiement des primes de performance au personnel en place	0	
1.1.6.1	Assurer le paiement des primes de performance aux deux équipes régionales	62	Rapport d'activité 2011
1.1.6.2	Assurer le paiement des primes de performance aux 6 équipes cadres de districts	62	Rapport d'activité 2011
1.1.6.3	Assurer le paiement des primes de performance aux agents dans les FOSA	0	Rapport d'activité 2011
1.2. Appui au fonctionnement Hôpitaux Districts		0	
1.2.1	approvisionner les HDS en matériel médical	0	
1.2.1.1	Approvisionner 13 bases des districts et 327 centres PEV fonctionnels en pétrole	100	Rapport d'activité 2011
1.2.2	former le personnel des HDS	0	
1.2.2.2	Former le personnel de santé en SONU	100	Rapport d'activité 2011
1.3 Formation des équipes cadres des Districts San		0	
1.3.1	Former les cadres des DS sur le logiciel de gestion financière Ciel compta	0	

1.3.2	Former les ECR et ECD de 22 districts sur le guide de formation en SNIS	45	Rapport d'activité 2011
1.3.3	Fournir les supports de gestion de SNIS	0	Rapport d'activité 2011
1.3.5	Réviser le manuel de formation en supervision	100	Rapport d'activité 2011
1.3.6	Former en supervision les ECD/EC	0	Rapport d'activité 2011
1.3.7	Réviser le manuel de formation en monitorage intégré	0	
1.3.8	Former les ECD en monitorage	0	Rapport d'activité 2011
1.3.9	Organiser le monitorage intégré dans les DS ciblés par le projet	0	
1.4 Organiser la supervision dans les CS et PS		0	
1.4.1	Organiser la stratégie avancée dans 12 DS accessibles	0	
1.4.2	Appuyer l'ECD pour un monitorage des données agrégées dans la zone GAVI	0	
1.4.3	Organiser la supervision des FOSA dans les 6 districts	0	
2 Renforcement fonction de normalisation		0	
2.2	Elaboration du plan de développement des ressources humaines pour la santé	0	Rapport d'activité 2011
2.3	Finaliser la carte sanitaire	0	Rapport d'activité 2011
2.4	Organisation des réunions du Comité National de Pilotage de la Stratégie Sectorielle	67	Rapport d'activité 2011
2.5 Appui à la supervision des DS		0	
2.5.1	Assurer la maintenance de 9 véhicules de supervision des districts	100	Rapport d'activité 2011
2.5.2	Organiser les missions de supervisions des 6 districts	0	
2.5.3	Doter les 6 districts en motos	100	Rapport d'activité 2011
2.5.4	Doter les 2 RS en motos	100	Rapport d'activité 2011
2.5.5	Doter la structure d'appui central en un véhicule de supervision	100	Rapport d'activité 2011
2.6	Organiser les revues annuelles du secteur santé	100	Rapport d'activité 2011
2.7	Organiser les réunions semestrielles de suivi et de reprogrammation des activités des districts des RS2 et RS4	75	Rapport d'activité 2011
4 Coût de gestion		0	
	Réaliser des missions de contrôle/suivi dans les districts bénéficiant du soutien GAVI	25	Rapport d'activité 2011
5	Audit externe	0	Rapport d'activité 2011
6	Assistance technique	0	Rapport d'activité 2011

9.2.1 Pour chaque objectif et chaque activité (c'est-à-dire objectif 1, activité 1.1, activité 1.2, etc.), décrivez les progrès accomplis et les obstacles (par exemple, évaluations, réunions du CCSS).

Principales activités (insérer autant de lignes que nécessaire)	Décrivez les progrès accomplis et les obstacles
1. Appui à l'opérationnalisation des Districts San	
Réhabiliter/construire les CS et les PS	Activité est en cours difficultés:insuffisance de compétence en génie civile au niveau de département
Doter 12 districts en consommables CDF	Activité partiellement réalisée le reste d'achat est en cours par le canal de l'UNICEF
Equiper CS ou PS en matériels de chaîne de froid	Procédure en cours au niveau de l'UNICEF pour une partie, les requêtes pour le reste est en cours
Equiper CS et PS en matériel medical	activité non réalisée
Approvisionner les CS et les PS en médicaments et	La commande est en cours
Organiser formation et reçyclage du personnel de s	
Former 86 personnels de santé dans 3 district de	La Direction du PEV a exécuté la formation avec les facilitateurs du niveau régional et district
Former 107 agent santé à introduction PCV13	l'activité a été financée par GAVI/SSV
Recruter et rémunérer agents sous contrat	3 districts ont recruté des 46 agent qualifiés 2 districts n'ont pas transmis dossiers de recrutement
Assurer le paiement des primes aux ECR	Activité réalisée
Assurer le paiement des primes ECD	Activité réalisée
Assurer le paiement des primes aux FOSA	Activité non réalisée
Approvisionner 13 DS et 327 centre PEV en pétrole	Activité réalisée
Former le personnel de santé en SONU	Activité réalisée
Former les ECR 22 ECD le SNIS	Activité en cours de réalisation
Fournir les supports de gestion de SNIS	Activité en cours,
Réviser le manuel de formation en supervision	Activité réalisée
Former en supervision les ECD/EC	Activité en cours
Réviser le manuel de formation en monitorage intég	Activité réalisée
Former les ECD en monitorage	Activité en cours
Organiser le monitorage intégré dans les DS ciblés	Activité non réalisée
Organiser la stratégie avancée dans 12 DS accessib	Activité non réalisée
Appuyer l'ECD pour un monitorage des données agrég	Activité non réalisée
Organiser la supervision des FOSA	Activité non réalisée
Elaboration du plan de développement RHS	Activité non réalisée
Finaliser la carte sanitaire	Activité réalisée
Organisation des réunions du Comité National de Pi	Activité partiellement
Assurer la maintenance de 9 véhicules de supervisi	Activité réalisée
Organiser les missions de supervisions des 6 distr	Activité non réalisée
Doter les 6 districts en motos	Activité réalisée
Doter les 2 RS en motos	Activité réalisée
Doter la structure d'appui central en un véhicule	Activité réalisée
Organiser les revues annuelles du secteur santé	Activité réalisée
Organiser les réunions semestrielles de suivi et d	Activité partiellement réalisée

<sup>9.2.2</sup> Expliquez pourquoi certaines activités n'ont pas été réalisées, ou ont été modifiées, avec des références.

Plusieurs activités n'ont pas pu être exécutées pour plusieurs raisons :<?xml:namespace prefix = o />

- Le manque d'expertise au niveau du département pour faciliter l'exécution des activités cas des travaux de réhabilitation/construction (un seul ingénieur conseil pour tous les projets de génie civile);
- Retard dans l'élaboration et la transmission des requêtes;
- · La difficulté de mobiliser l'expertise internationale ;

Le conflit d'agenda des directions en charge de certaines activités.

9.2.3 Si les fonds de RSS de GAVI ont été utilisés pour donner des mesures d'encouragement aux ressources humaines nationales, comment ces fonds ont-ils contribué à la mise en œuvre de la politique ou des directives nationales sur les ressources humaines?

Trois districts sur cinq ont recruté du personnel de santé qualifié (46) et mis à la disposition des centres dépourvus du personnel. Ils sont entrain de contribuer à la disponibilité des compétences pour l'offre de soins de qualité et la mise en œuvre des programmes. Le recrutement pour les autres districts est en cours. Les motivations sont en cours pour les responsables des districts et régions ciblées qui mettent déjà en œuvre les interventions programmées. Des mesures incitatives sont allouées à l'équipe centrale de gestion. Elle assure et le suivi de la mise en œuvre de l'ensemble des activités. <?xml:namespace prefix = o />

Des Médecins, des Infirmiers diplômés d'état, des sages femmes et assistantes accoucheuses des techniciens de laboratoire ont été recrutés.

#### 9.3. Vue d'ensemble des objectifs atteints

Veuillez compléter le **tableau 9.3** pour chaque indicateur et objectif figurant dans la demande initiale approuvée et la lettre de décision. Veuillez utiliser les données de références et les objectifs pour 2010 tels qu'ils figurent dans votre proposition originale de RSS.

Tableau 9.3: Progrès sur les objectifs atteints

Nom de l'objectif ou indicateur (Insérer autant de lignes que nécessaire)	Référence		Objectif accepté jusqu'à la fin du soutien dans la demande originale de RSS	2011 Objectif						Source des données	Explication si des objectifs n'ont pas été atteints
	Valeur de référence	Source/date de la valeur de référence			2007	2008	2009	2010	2011		
Indicateurs d'incidence et de résultats				0							
Couverture nationale par le Pentavalent 3 (%)	45,6%	JRF 2005	OUI	70%	84%	51%	76	57	64	JRF 2009, 2010, 2011	
Taux de mortalité des enfants de mois de cinq ans	176	MICS 3, 2006	OUI	174	176	176	176				
Taux d'accouchement s assistés par du personnel qua	53,4%	MICS 3 2006	OUI	70%							
Nombre des DS dont au moins 70% de la population	ND			ND	ND	ND	ND				
Nombre / % de districts atteignant ≥80% de couvert	5	JRF 2005	OUI	7	18	2					

Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissan	55 RGPH 200	OUI	980	1355	1355						
---	-------------	-----	-----	------	------	--	--	--	--	--	--

#### 9.4. Mise en œuvre du programme en 2011

9.4.1. Veuillez décrire les principales réalisations en 2011, en particulier l'impact sur les programmes des services de santé, et notamment le programme d'organisation.

Les réalisations suivantes ont été faites :<?xml:namespace prefix = o />

- La tenue de la réunion de suivi et de reprogrammation avec les membres de l'ECD et ECR
- Le recrutement de 46 personnels qualifiés dans les FOSA qui contribuent à la disponibilité des ressources humaines pour la santé et à l'amélioration de qualité des prestations;
- La dotation des centres PEV en pétrole pour le fonctionnement de la chaine de froid;
- La dotation en 8 motos au niveau de deux régions et six districts pour les activités;
- La redynamisation du système d'information sanitaire: révision et validation des indicateurs, élaboration et validation des supports de collecte, formation des formateurs.
- La révision de manuel de supervision et de monitorage des activités des formations sanitaires.
- 9.4.2. Veuillez décrire les problèmes rencontrés et les solutions trouvées ou proposées pour améliorer les résultats futurs des fonds de RSS.

Comme en 2010 le transfert des fonds vers les districts par circuit bancaire n'est pas toujours opérationnel. La mission de l'EGF a fait des propositions pour l'ouverture et les signataires du compte. L'aide mémoire en cours de signature valide cette proposition d'EGF. Les ressources sont mises directement au district par l'équipe centrale ou des directions en charge des activités pour leur réalisation dans les zones ciblées en collaboration avec les ECD.<? xml:namespace prefix = u1 /><?xml:namespace prefix = o />

Le projet a connu un retard dans le démarrage des travaux de réhabilitation.construction des batiments de centres de santé ciblés. Des recours aux structures privées sont envisagés. Des expertises seront recrutées pour la préparation des dossiers de procédures de marché. Compte tenu de l'enveloppe programmée, des consultations restreintes doivent être faites localement. Malheureusement II manque des entreprises locales solides dans les districts pour l'exécution des travaux. Le recrutement au besoin des entrepreneurs au niveau de la capitale est autorisé avec incidence sur l'enveloppe. Cette situation a occasionné un retard dans le démarrage des travaux.

9.4.3. Veuillez décrire les dispositions exactes aux différents niveaux pour le suivi et l'évaluation des activités de RSS financées par GAVI.

Le dispositif de suivi évaluation à différents niveaux sont les suivants :<?xml:namespace prefix = o />

#### 1. Au niveau central

La revue sectorielle programmée n'est pas toujours réalisée. Une assistance technique est nécessaire pour cette activité. Toute fois des revues des programmes financées par des partenaires des Système de nations unies, la Banque Mondiale et autres ont été exécutées.

Les réunions de comité Sectoriel Santé VIH/SIDA de mise en œuvre de suivi et évaluation du Document Stratégique de réduction de la Pauvreté, organe de coordination du secteur doivent être organisées pour le suivi de la mise en œuvre des interventions.

Dans le plan d'action 2011, des réunions semestrielles de suivi et de programmation ont été planifiées et exécutés. Ces réunions ont permis l'implication des ECD au niveau opérationnel dans la prise de décision et avoir leur option en termes d'ajustement de la programmation.

L'établissement des rapports du système d'information sanitaire et leur transmission permettent d'avoir des informations à différent niveau. Il faut signaler que la complétude et la promptitude des données sont faibles traduisant ainsi l'insuffisance de fonctionnement de ce système. Un processus de redynamisation est en cours après les différentes évaluations réalisées et la définition d'une feuille de route. La révision des indicateurs, des supports de collectes ont été faits. La série de formation en cascades est cours.

#### 2. Au niveau régional et district

Des réunions de coordination et de programmation sont été organisées. Elles ont permis de discuter de la mis en œuvre des programmes et de proposer des réorientations.

Les supervisions intégrées et monitorages sont dans un processus de révision. Parallèlement les supervisions thématiques ont été exécutées.

- 9.4.4. Veuillez indiquer dans quelle mesure les activités de suivi et d'évaluation sont intégrées dans les systèmes nationaux (tels que, par exemple, les examens sectoriels annuels). Décrivez comment l'établissement des rapports sur les fonds de RSS de GAVI peut être mieux harmonisé avec les systèmes d'information existants dans votre pays. Cela pourrait inclure l'utilisation des indicateurs pertinents adoptés dans l'approche sectorielle au lieu des indicateurs de GAVI.
- 9.4.5. Veuillez décrire la participation des acteurs clés à la mise en œuvre de la proposition de RSS (y compris les organisations de la société civile). Il conviendra d'indiquer le type d'organisation, son nom et la fonction qu'elle assume dans la mise en œuvre
- 9.4.6. Veuillez décrire la participation des organisations de la société civile à la mise en œuvre de la proposition de RSS. Veuillez indiquer le nom des organisations, le type d'activités et le financement fourni à ces organisations sur les fonds de RSS.
- 9.4.7. Veuillez décrire la gestion des fonds de RSS et renseigner sur les points suivants :
  - La gestion des fonds de RSS a-t-elle été efficace ?
- Y a-t-il eu des obstacles au décaissement interne des fonds ?
- Quelles ont été les mesures prises pour régler les problèmes et améliorer la gestion
- Des changements sont-ils prévus dans les procédures de gestion l'année prochaine ?

#### 9.5. Activités de RSS prévues pour 2012

Veuillez utiliser le **tableau 9.4** pour renseigner sur les progrès des activités en 2012. Si vous proposez des changements de vos activités et du budget en 2012, veuillez décrire et justifier ces changements dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9.4: Activités prévues pour 2012

Principales activités (insérer autant de lignes que nécessaire)	Activité planifiée pour 2012	Budget original pour 2012 (approuvé dans la proposition de RSS ou tel qu'ajusté lors de l'examen de précédents rapports de situation annuels)	2012 dépenses réelles (avril 2012)	Activité révisée (le cas échéant)	Explication des changements proposés aux activités ou au budget/b> (le cas échéant)	Budget révisé pour 2012 (le cas échéant)
1Appui à l'opérationnali sation des Districts Sanit						
1.1. Extension couverture sanitaire						
1.1.1	Réhabiliter/co nstruire les CS et les PS	70000	0	OUI	activité prévue pour 2010 et reprogrammée en 2012	70000
1.1.2	Equiper CS et PS en matériel médial et CDF	60000	0	OUI	activité prévue pour 2010 et reprogrammée en 2012	60000
1.1.3	Approvisionne r les CS et les PS en médicaments et intrants spécifiques	0	0	NON	Activité en cours	
1.1.4	Organiser formation et reçyclage du personnel de santé des CS	28000				28000
1.1.4.1	Former 86 personnels de santé dans 3 district de la RS 2 et 62 dans 2 districts de la RS 4 en gestion du PEV de routine	0	30030	oui	activité prévue pour 2010 et reprogrammée en 2012	
1.1.4.2	Former 107personnels de santé dansdans 3 district de la RS 2 et 72 dans 2 district de la RS 4 à l'introduction du vaccin contre le pneumocoque					
1.1.4.3	Former 107personnels de santé dans 3 districts de la RS 2 et 72 dans 2 districts de la RS 4 Former le personnel de santé en gestion du SNIS	0	0	OUI	en cours	
1.1.5	Recruter et rémunérer les agents sous contrat en faveur des DS appuyés	60000	0	OUI	Changement est du à la prolongation de la phase de l'appui	60000
1.1.5.1	Recruter et rémunérer 109 agents de santé qualifiés sous contrat en faveur des FOSA des 6 DS appuyés		112403	oui	Changement est du à la prolongation de la phase de l'appui	

1.1.6	Assurer le paiement des primes de performance au personnel en place	45000			idem 1.1.5	
1.1.6.1	Assurer le paiement des primes de performance aux deux équipes régionales	0	12875		idem 1.1.5	
1.1.6.2	Assurer le paiement des primes de performance aux 6 équipes cadres de districts	0	38626	oui	idem 1.1.5	
1.1.6.3	Assurer le paiement des primes de performance aux agents dans les FOSA	0	0	oui	idem 1.1.5	
1.2	Appui au fonctionnemen t des Hôpitaux des Districts Sanitaires	0	0			
1.2.1	approvisionner les HDS en matériel médical					
1.2.1.1	Approvisionne r 13 bases des districts et 327 centres PEV fonctionnels en pétrole	0	57894		nouvelle activité proposée lors de la réallocation du budget et validée par le Comité Sectoriel	
1.2.2.2	Former le personnel de santé en SONU	0	23605			
1.2.2	former le personnel des HDS	0				
1.3	Formation des équipes cadres des Districts Sanitaires en management des soins de santé primaires.	0	0			
1.3.2	Former les ECR et ECD de 22 districts sur le guide de formation en SNIS	0	0		nouvelle activité validée	
1.3.3	Fournir les supports de gestion de SNIS	0	0		nouvelle activité validée	
1.3.5	Réviser le manuel de formation en supervision	0	4592		nouvelle activité validé	
1.3.7	Réviser le manuel de formation en monitorage intégré	0	6437			

Organisation de la prolongation de la prolongation de la prolongation de la prolongation de la phase de l'appui							
1.4.3 supervision des FOSA dans les 6 districts  Renforcement de la fonction de normalisation et d'appui technique au DS  Organisation des réunions du Comité 2.4 National de Pilotage de la Stratégie Sectorielle  Organisation des réunions du Comité 2.4 National de Pilotage de la Stratégie Sectorielle  2.5 Appui à la supervision des DS  Doter les 6 districts en motos  3 Coût de gestion 44800 57167 Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui  5 Assistance 6000 0 Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui chase de l'appui changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui chase de l'appui chase de l'appui chase de l'appui chase de l'appui changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui chase de	1.4	supervision dans les CS et	48000			prolongation de la	
de la fonction de normalisation et d'appui lechnique au DS  Organisation des réunions du Comité 2.4 National de 2000 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	1.4.3	supervision des FOSA dans les 6	0	5592			
des réunions du Comité 2.4 National de Pilotage de la Stratégie Sectorielle  Organisation des réunions du Comité 2.4 National de Pilotage de la Stratégie Sectorielle  Organisation des réunions du Comité 2.4 National de Pilotage de la Stratégie Sectonielle  2.5 Appui à la supervision 2000 des DS  Doter les 6 districts en 0 motos  2.5.4 Doter les 2 RS en motos  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui  Assistance technique 6000 0 changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui	2	de la fonction de normalisation et d'appui technique au					
des réunions du Comité National de Pilotage de la Stratégie Sectorielle  2.5 Appui à la supervision des DS Doter les 6 districts en motos  2.5.4 Doter les 2 RS en motos  3 Coût de gestion  Assistance technique  4 Audit externe  2000  0 OUI  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appui  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu	2.4	des réunions du Comité National de Pilotage de la Stratégie	2000	0	OUI	prolongation de la	
2.5 supervision des DS  2.5.3 Doter les 6 districts en motos  2.5.4 Doter les 2 RS en motos  3 Coût de gestion  44800 57167 Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  5 Assistance technique  6000 0 Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu	2.4	des réunions du Comité National de Pilotage de la Stratégie	2000	0	OUI	prolongation de la	
2.5.3 districts en motos  2.5.4 Doter les 2 RS en motos  0  Coût de gestion  44800 57167 Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la prolongation de la prolongation de la phase de l'appu  Audit externe  20000  O  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu	2.5	supervision	20000				
2.5.4 en motos  Coût de gestion  44800 57167  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Assistance technique  Audit externe  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu	2.5.3	districts en	0				
3 Coul de gestion 44800 57167 prolongation de la phase de l'appu  5 Assistance technique 6000 0 Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu  4 Audit externe 20000 0 Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu	2.5.4		0				
Assistance technique  6000  0 prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la prolongation de la phase de l'appu  Audit externe  20000  0 prolongation de la phase de l'appu  Changement est lié à la prolongation de la phase de l'appu	3		44800	57167		prolongation de la	44800
4 Audit externe 20000 0 prolongation de la 20000 phase de l'appu	5		6000	0		prolongation de la	6000
405800 349221 288800	4	Audit externe	20000	0		prolongation de la	20000
			405800	349221			288800

### 9.6. Activités de RSS prévues pour 2013

Veuillez utiliser **le tableau 9.5** pour décrire les activités planifiées pour 2013. Si vous proposez des changements de vos activités et du budget (reprogrammation), décrivez ces changements dans le tableau cidessous et justifiez chaque changement afin que le CEI puisse approuver les activités et le budget révisés.

Veuillez noter que si le changement dans le budget dépasse 15% de l'allocation approuvée pour l'activité spécifique pendant cet exercice financier, cette proposition de changement devra être présentée au CEI pour approbation avec les pièces justificatives requises.

Tableau 9.5: Activités prévues de RSS pour 2013

- 1	Principales activités (insérer autant de lignes que nécessaire)	Activité planifiée pour 2013	Budget original pour 2013 (approuvé dans la proposition de RSS ou tel qu'ajusté lors de l'examen de précédents rapports de situation annuels)	Activité révisée (le cas échéant)	Explication des changements proposés aux activités ou au budget/b> (le cas échéant)	Budget révisé pour 2013 (le cas échéant)
	1	Recruter et payer les agents sous contrat en faveur des CS et PS	60000	oui	Changement lié à la prolongation de l'appui	60000

3	Paiement des primes de Performance au personnel en place	45000	oui	Changement lié à la prolongation de l'appui	45000
2	Superviser les activités des CS et PS	48000	oui	Changement lié à la prolongation de l'appui	48000
4	Réaliser un état des lieux du secteur dans les régions concernées	50000	oui	Changement lié à la prolongation de l'appui	50000
5	Organiser les réunions du CNP de la stratégie Sectorielle	2000	oui	Changement lié à la prolongation de l'appui	2000
6	Appui à la supervision des DS	20000	oui	Changement lié à la prolongation de l'appui	20000
7	Organiser les revues annuelles du secteur de la santé	25000	oui	Changement lié à la prolongation de l'appui	25000
8	Coûts de gestion	23680	oui	Changement lié à la prolongation de l'appui	23680
9	Audit externe	20000	oui	Changement lié à la prolongation de l'appui	20000
		293680			

### 9.6.1. Si vous reprogrammez, veuillez justifier pourquoi.

En octobre 2007 la RCA a soumis à GAVI une proposition pour la fenêtre RSS. Le conseil d'administration de GAVI a approuvé l'appui pour un montant de 3.163.000 \$ US pour la période 2008-2011. Compte tenu des retards dans le démarrage du projet et des difficultés dans la mise en œuvre, le Gouvernement a sollicité à GAVI la prolongation de l'appui jusqu'à la fin 2013.L'accord a été donné avec une recommandation que le pays soumette en mai 2012en même temps que le RSA 2011, la Reprogrammation RSS. A cet effet, le Gouvernement a mis en place une équipe d'experts nationaux et des partenaires pour la préparation de ce document qui fait partie de notre agenda de la journée.<? xml:namespace prefix = o />

# 9.6.2. Si vous reprogrammez, veuillez décrire le processus de prise de décision pour les changements proposés

 La demande de prolongation de la fenêtre RSS a été formulée dans le RSA 2010. GAVI a donné son accord avec des recommandations décrites ci-haut. Le gouvernement à mis en place une équipe des cadres nationaux et pour préparer cette reprogrammation au cours de plusieurs ateliers. Des échanges de draft du document ont été faits. Le Comité Sectoriel Santé a approuvé le document avant sa transmission à GAVI.

9.6.3. Avez-vous proposé des changements de vos activités planifiées et/ou du budget pour 2013 au **tableau** 9.5 ? Non

# 9.7. Indicateurs révisés en cas de reprogrammation

Si les changements proposés de vos activités et de votre budget pour 2013 influencent les indicateurs utilisés pour mesurer les progrès, veuillez utiliser le **tableau 9.6** pour proposer des indicateurs révisés pour le reste de votre allocation de RSS en vue de l'approbation du CEI.

Table 9.6: Indicateurs révisés pour l'allocation de RSS en cas de reprogrammation

de l'indicateur Source des Valeur et date de Source des jusqu'à la fin du	l'indicateur (Insérer autant de lignes que	Numérateur	Dénominateur			données de	jusqu'à la fin du soutien dans la demande	2013 Objectif
---	---	------------	--------------	--	--	------------	---	---------------

9.7.1. Veuillez justifier les changements proposés dans la définition, le dénominateur et les sources des données des indicateurs proposés au tableau 9.6

Dans le cadre de la reprogrammation, les indicateurs initialement définis ne seront pas modifiés.

9.7.2. Veuillez expliquer comment les changements des indicateurs mis en évidence au tableau 9.6 vous permettront d'atteindre vos objectifs.

#### 9.8. Autres sources de financement du RSS

Si d'autres donateurs contribuent à la réalisation des objectifs figurant dans la proposition de RSS de GAVI, veuillez indiquer le montant et les liens avec les apports mentionnés dans le rapport :

Tableau 9.8: Sources de fonds de RSS dans votre pays

Donateur	Montant en \$US	Durée du soutien	Type d'activités financées
AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT	7911816	5 ANS	Renforcement des services de santé dans la région sanitaire 7
BANQUE ARABE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE	3330000	2 ANS	Construction et équipement de 24 maternités et 8 blocs opératoires
BANQUE MONDIALE	28200000	5 ANS	Financement basé sur les résultats
OMS	1146480	4 ANS	Renforcement des capacités et la lutte contre les maladies
UNFPA	6588743	4 ANS	Santé de la reproduction
UNICEF	3780000	5 ANS	Appui à la survie de l'entant
UNION EUROPEENNE(9ème FED)	12730000	4 ANS	Financement basé sur les résultats dans les régions sanitaires 1 et 6Financement basé sur les résultats dans les régions sanitaires 1 et 6

9.8.1. Le soutien RSS de GAVI est-il inscrit au budget du secteur national de la santé ? Oui

#### 9.9. Rapport sur l'allocation de RSS

- 9.9.1. Veuillez donner la liste des **principales** sources d'information utilisées dans le présent rapport sur le RSS et indiquer ce qui suit:
  - Comment les informations ont été validées au niveau national avant leur présentation à GAVI Alliance.
  - Toute question de fond soulevée quant à l'exactitude ou la validité des informations (en particulier les données financières et les valeurs des indicateurs) et comment ces questions ont été traitées ou résolues.

Tableau 9.9: Sources des données

Sources des données utilisées dans le présent rapport	Comment l'information a-t-elle été validée?	Éventuels problèmes rencontrés
DSRP 1 et 2	Valider et publier par le Gouvernement	
JRF 2008, 2009, 2010 et 2011	Par le MSPP, l'OMS et UNICEF	
MICS III 2006 et MICS IV 2010	Valider et publier par le Gouvernement	
Plan d'action RSS 2011-2012	Valider par le CCSS	
Proposition GAVI/RSS	Valider par le CCSS	
Rapport conjoint Système Nations Unies	Par le gouvernement	
Rapport d'activité RSS	Valider par le CCSS/CCIA	
Rapport SSV	Valider par CCIA et comité Sectoriel santé	
RGPH 2003	Valider et publier par le Gouvernement	

9.9.2. Veuillez décrire toute difficulté rencontrée pour préparer le présent rapport que vous aimeriez porter à la connaissance de GAVI Alliance et du CEI. Cette information servira à améliorer le processus d'établissement des rapports.

Les difficultés rencontrées lors de l'élaboration de ce rapport se résument comme suit: <?xml:namespace prefix = o />

- La mise à disposition tardif des codes pour accéder aux supports sur le site ;
- La difficulté d'obtention de certains indicateurs;
- La préparation concomitante de la reprogrammation RSS et la rédaction du RSA;
- Les questions nouvelles dans le formulaire RSA;
- 9.9.3. Combien de fois le Comité de coordination du secteur de la santé (CCSS) s'est-il réuni en 2010? 4 Veuillez joindre:
  - 1. Comptes rendus de toutes les réunions du CCSS tenues en 2010, notamment celui de la réunion au cours de laquelle le présent rapport a été discuté/avalisé (**Document N°: 8**)
  - 2. Le plus récent rapport d'examen du secteur de la santé (Document N°: 23)

# 10. Renforcement de la participation des organisations de la société civile (OSC): type A et type B

10.1. TYPE A: Soutien au renforcement de la coordination et de la représentation des OSC

République Centrafricaine ne présente pas de rapport sur le soutien de GAVI aux OSC de type A pour 2012

10.2. TYPE B : Soutien aux OSC afin de les aider à mettre en œuvre la proposition de RSS de GAVI ou le PPAC

République Centrafricaine ne présente pas de rapport sur le soutien de GAVI aux OSC type B pour 2012

# 11. Commentaires des présidents du CCIA/CCSS

Vous pouvez transmettre des observations que vous souhaitez porter à l'attention du CEI chargé du suivi ainsi que toute remarque et information que vous aimeriez partager sur les problèmes que vous avez rencontrés pendant l'année faisant l'objet du rapport. Ces observations s'ajoutent aux comptes rendus approuvés des réunions, qui doivent être inclus dans les pièces jointes.

#### 12. Annexes

#### 12.1. Annexe 1 - Instructions SSV

#### **INSTRUCTIONS:**

# ÉTATS FINANCIERS POUR L'ALLOCATION D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN DANS LE CADRE DU SOUTIEN AUX SERVICES DE VACCINATION (SSV)

- I. Tous les pays qui ont reçu une allocation d'introduction d'un nouveau vaccin /SSV pendant l'année calendaire 2011, ou qui avaient un solde de financement restant d'une allocation d'introduction d'un vaccin /SSV en 2011, sont tenus de présenter des états financiers pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers seront préparés selon les propres normes nationales de comptabilité du pays; par conséquent, GAVI ne donnera pas un modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. **Au minimum**, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2011, qui comprendra les points a à f ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
  - a. Report de fonds de l'année calendaire 2010 (solde d'ouverture au 1er janvier 2011)
  - b. Recettes reçues de GAVI en 2011
  - c. autres recettes recues en 2011 (intérêts, honoraires, etc.)
  - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
  - e. Solde de clôture au 31 décembre 2011
  - f. Analyse détaillée des dépenses en 2011, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour l'année selon le propre système de classification économique de votre Gouvernement, avec une ventilation par postes de dépenses applicables (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses seront basés sur la classification économique de votre Gouvernement. Veuillez donner le budget de chaque poste de dépense au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire, et le solde restant pour chaque poste de dépense au 31 décembre 2011 (appelé "variance").
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays doivent expliquer comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fournir toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présenté à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers devraient être examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes pour l'exercice financier 2011. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds SSV doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

# 12.2. Annexe 2 - Exemple de recettes et dépenses de SSV

# EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU SSV ET DE L'ALLOCATION POUR L'INTRODUCTION D'UN VACCIN 1

Exemple de relevé de recettes et de dépenses

	•	4					
Tableau récapitulatif des recettes et des dépenses - SSV de GAVI							
		Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US*				
Report de 2010 (solde au 31décembre 2010)		25,392,830	53,000				
Récapitulatif des recettes reçues en 2011							
	Recettes reçues de GAVI	57, <mark>493,20</mark> 0	120,000				
	Recettes provenant des intérêts	7,665,760	16,000				
	Autres recettes (honoraires)	179,666	375				
Recettes totales		38,987,576	81,375				
Dépenses totales en 2011		30,592,132	63,852				
Solde au 31 décembre 2011 (report sur 2012)		60,139,325	125,523				

<sup>\*</sup> Indiquer le taux de change à l'ouverture le 01.01.2012, le taux de change à la clôture le 31.12.2012, et indiquer aussi le taux de change utilisé pour convertir la monnaie locale en \$US dans ces états financiers.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** - SSV de GAVI								
	Budget en CFA		Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US		
Dépenses salariales	Dépenses salariales							
Salaires et traitements	2,000,000	4,174	0	0	2,000,000	4,174		
Paiement des allocations journalières	9,000,000	18,785	6,150,000	12,836	2,850,000	5,949		
Dépenses non salariale	Dépenses non salariales							
Formation	13,000,000	27,134	12,650,000	26,403	350,000	731		
Carburant	3,000,000	6,262	4,000,000	8,349	-1,000,000	-2,087		
Entretien et frais généraux	2,500,000	5,218	1,000,000	2,087	1,500,000	3,131		
Autres dépenses								
Véhicules	12,500,000	26,090	6,792,132	14,177	5,707,868	11,913		
TOTAUX POUR 2011	42,000,000	87,663	30,592,132	63,852	11,407,868	23,811		

<sup>\*\*</sup> Les catégories de dépenses sont indicatives et incluses uniquement aux fins de démonstration. Chaque Gouvernement fournira des états financiers conformes à son propre système de classification économique.

#### 12.3. Annexe 3 - Instructions pour le soutien au RSS

#### **INSTRUCTIONS:**

# ÉTATS FINANCIERS POUR LE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ (RSS)

- I. Tous les pays qui ont reçu des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2011 ou qui avaient un solde de fonds de RSS précédemment décaissés en 2011, sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers seront préparés selon les propres normes nationales de comptabilité du pays; par conséquent, GAVI ne donnera pas un modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. Au minimum, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2011, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
  - a. Report de fonds depuis l'année calendaire 2010 (solde d'ouverture au 1er janvier 2011)
  - b. Recettes reçues de GAVI en 2011
  - c. Autres recettes reçues en 2011 (intérêts, honoraires, etc.)
  - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
  - e. Solde de clôture au 31 décembre 2011
  - f. Analyse détaillée des dépenses en 2011, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour chaque objectif et activité de RSS, selon la proposition de RSS de votre Gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par postes de dépenses applicables (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses seront basés sur la classification économique de votre Gouvernement. Veuillez donner le budget de chaque objectif, activité et poste de dépense au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire, et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2011 (appelé "variance").
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays expliqueront comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fourniront toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers seront examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2011 . Les rapports sur la vérification des comptes des fonds du RSS doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

# 12.4. Annexe 4 - Exemple de relevé des recettes et dépenses de RSS

# EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU SOUTIEN AU RSS:

Exemple de relevé des recettes et dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses - RSS de GAVI						
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US*				
Report de 2010 (solde au 31décembre 2010)	25,392,830	53,000				
Tableau récapitulatif des recettes reçues en2011						
Recettes reçues de GAVI	57,493,200	120,000				
Recettes provenant des intérêts	7,665,760	16,000				
Autres recettes (honoraires)	179,666	375				
Recettes totales	38,987,576	81,375				
Dépenses totales en 2011	30,592,132	63,852				
Solde au 31 décembre 2011 (report sur 2012)	60,139,325	125,523				

<sup>\*</sup> Indiquer le taux de change d'ouverture au 01.01.2012, le taux de change à la clôture le 31.12.2012, et indiquer aussi le taux de change utilisé pour convertir la monnaie locale en \$US dans ces états financiers.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** - RSS de GAVI								
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US		
Dépenses salariales								
Salaires et traitements	2,000,000	4,174	0	0	2,000,000	4,174		
Paiement des allocations journalières	9,000,000	18,785	6,150,000	12,836	2,850,000	5,949		
Dépenses non salariale	s							
Formation	13,000,000	27,134	12,650,000	26,403	350,000	731		
Carburant	3,000,000	6,262	4,000,000	8,349	-1,000,000	-2,087		
Entretien et frais généraux	2,500,000	5,218	1,000,000	2,087	1,500,000	3,131		
Autres dépenses								
Véhicules	12,500,000	26,090	6,792,132	14,177	5,707,868	11,913		
TOTAUX POUR 2011	42,000,000	87,663	30,592,132	63,852	11,407,868	23,811		

<sup>\*\*</sup> Les catégories de dépenses sont indicatives et incluses uniquement aux fins de démonstration. Chaque Gouvernement fournira des états financiers conformes à son propre système de classification économique.

#### 12.5. Annexe 5 - Instructions pour le soutien aux OSC

#### **INSTRUCTIONS:**

### ÉTATS FINANCIERS POUR LE SOUTIEN AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) TYPE B

- I. Tous les pays qui ont reçu des allocations de soutien aux OSC 'type B' pendant l'année calendaire 2011, ou qui avaient un solde de fonds d'OSC 'type B' précédemment décaissés en 2011, sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers seront préparés selon les propres normes nationales de comptabilité du pays; par conséquent, GAVI ne donnera pas un modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. Au minimum, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2011, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
  - a. Report de fonds depuis l'année calendaire 2010 (solde d'ouverture au 1er janvier 2011)
  - b. Recettes reçues de GAVI en 2011
  - c. Autres recettes reçues en 2011 (intérêts, honoraires, etc.)
  - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
  - e. Solde de clôture au 31 décembre 2011
  - f. Analyse détaillée des dépenses en 2011, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour chaque partenaire de la société civile, selon la proposition de soutien aux OSC de type B de votre Gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par postes de dépenses applicables (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses seront basés sur la classification économique de votre Gouvernement. Veuillez donner le budget de chaque objectif, activité et poste de dépense au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire, et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2011 (appelé "variance").
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays expliqueront comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fourniront toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers seront examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2011 . Les rapports sur la vérification des comptes des fonds du soutien aux OSC de type B doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

# 12.6. Annexe 6 - Exemple de relevé des recettes et dépenses d'OSC

# EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU SOUTIEN AUX OSC 'Type B'

Exemple de relevé des recettes et dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses - OSC de GAVI						
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US*				
Report depuis 2010 (solde au 31décembre 2010)	25,392,830	53,000				
Tableau récapitulatif des recettes reçues en 2011						
Recettes reçues de GAVI	57,493,200	120,000				
Recettes provenant des intérêts	7,665,760	16,000				
Autres recettes (honoraires)	179,666	375				
Recettes totales	38,987,576	81,375				
Dépenses totales en 2011	30,592,132	63,852				
Solde au 31 décembre 2011 (report sur 2012)	60,139,325	125,523				

<sup>\*</sup> Indiquer le taux de change à l'ouverture le 01.01.2012, le taux de change à la clôture le 31.12.2012, et indiquer aussi le taux de change utilisé pour convertir la monnaie locale en \$US dans ces états financiers.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** - OSC de GAVI								
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US		
Dépenses salariales								
Salaires et traitements	2,000,000	4,174	0	0	2,000,000	4,174		
Paiement des allocations journalières	9,000,000	18,785	6,150,000	12,836	2,850,000	5,949		
Dépenses non salariale	Dépenses non salariales							
Formation	13,000,000	27,134	12,650,000	26,403	350,000	731		
Carburant	3,000,000	6,262	4,000,000	8,349	-1,000,000	-2,087		
Entretien et frais généraux	2,500,000	5,218	1,000,000	2,087	1,500,000	3,131		
Autres dépenses								
Véhicules	12,500,000	26,090	6,792,132	14,177	5,707,868	11,913		
TOTAUX pour 2011	42,000,000	87,663	30,592,132	63,852	11,407,868	23,811		

<sup>\*\*</sup> Les catégories de dépenses sont indicatives et incluses uniquement aux fins de démonstration. Chaque Gouvernement fournira des états financiers conformes à son propre système de classification économique.

# 13. Pièces jointes

Document numéro	Document	Section	Obligatoir e	Fichier
1	Signature du Ministre de la Santé (ou de l'Autorité déléguée)	2.1	<b>✓</b>	Signature_MSPPLS_MFB.pdf File desc: Page de signature Date/time: 22/05/2012 13:50:02 Size: 993443
2	Signature du Ministre des Finances (ou de l'Autorité déléguée )	2.1	~	Signature_MSPPLS_MFB.pdf File desc: Page de signature  Date/time: 22/05/2012 13:54:04  Size: 993443
3	Signature des membres du CCIA	2.2	~	Signatures_Membres_CCIA-CCSS_210512.pdf File desc: Description du fichier Date/time: 23/05/2012 08:22:24 Size: 2544861
4	Signature des membres du CCSS	2.3	×	Signatures_Membres_CCIA-CCSS_210512.pdf File desc: Description du fichier Date/time: 23/05/2012 08:45:35 Size: 2544861
5	Compte rendu de la réunion du CCIA en 2012 avalisant le rapport de situation 2011	2.2	*	Rapport_Réunion_CSSS_Approbation_RSA _2011_210512B.pdf  File desc: Description du fichier  Date/time: 23/05/2012 09:18:12  Size: 3082372
6	Compte rendu de la réunion du CCIA en 2012 qui a approuvé le rapport de situation 2011	2.2	<b>✓</b>	Rapport_Réunion_CSSS_Approbation_RSA _2011_210512B.pdf  File desc: Description du fichier  Date/time: 23/05/2012 09:26:42  Size: 3082372
7	Compte rendu des réunions du CCSS en 2011	2.3	×	Rapports_Réunion_CCIA_2011.pdf  File desc: Description du fichier  Date/time: 23/05/2012 10:19:22  Size: 3712912
8	Compte rendu de la réunion du CCSS en 2012 qui a approuvé le rapport de situation 2011	9.9.3	×	Rapport_Réunion_CSSS_Approbation_RSA _2011_210512B.pdf  File desc: Description du fichier  Date/time: 23/05/2012 09:53:41  Size: 3082372
9	État financier pour l'allocation de RSS dans le rapport de situation 2011	9.1.3	×	Etat_Financier_GAVI_RSS_2011.pdf File desc: Description du fichier

				Data /6:
				Date/time: 23/05/2012 09:05:51
				Size: 1541758
				PPAC RCA_ 2011-2015 23 05 11_DEF.pdf
10	nouveau PPAC - rapport de situation 2011	7.7	<b>&gt;</b>	File desc: PPAC RCA 2011 2015
				Date/time: 22/05/2012 13:41:30
				Size: 1374964
11	nouveau outil d'analyse financière du PPAC - rapport de situation 2011	7.8	<b>&gt;</b>	cMYP_Costing_Tool_Vs 2.5_Fr_23.05.11_ RCA revisé_Bgui.xls
				File desc: cMYP_Costing Tool RCA
				Date/time: 22/05/2012 14:14:13
				Size: 3399680
				Etat_Financier_GAVI_SSV_2011.pdf
13	État financier pour l'allocation de SSV - rapport de situation 2011	6.2.1	X	File desc: Description du fichier
	rapport de situation 2011			Date/time: 23/05/2012 09:44:27
				Size: 92628
				Rapport_Utilisation_Allocation_Introduction_ VNSB.docx.pdf
14	État financier pour l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin en 2011 -rapport de situation 2011	7.3.1	<b>√</b>	File desc: Description du fichier
14				
				Date/time: 23/05/2012 11:19:21
				Size: 94254
	5			Évaluation de la GEV au RCA (2).doc
15	Rapport GEEV/GEV/EGV - rapport de situation 2011	7.5	•	File desc: Rapport GEV RCA
				Date/time: 23/05/2012 06:02:08
				Size: 350720
				Plan d'amélioration de la gestion efficace des
10	Plan d'amélioration GEEV/GEV/EGV -		<b>✓</b>	Vaccins_RCA_26 06 2011BIS.doc
16	rapport de situation 2011	7.5		File desc: Plan amelioration GEEV
				Date/time: 23/05/2012 06:06:09
				Size: 374784
				Rapport mise en oeuvre recommandation Evaluation GEEV.doc
17	Situation du Plan d'amélioration GEEV/GEV/EGV - rapport de situation	7.5	<b>✓</b>	File desc: Description du fichier
	2011			Date/time: 23/05/2012 08:59:40
				Size: 51712
19	External Audit Report (Fiscal Year 2011) for ISS grant	6.2.3	×	AUDIT EXTERNE RSS SSV.docx.pdf
				File desc: Description du fichier
				Date/time: 23/05/2012 10:23:13
				Size: 92628
				RAPPORT FINAL EVA_PENTA_22 07
20	Post Introduction Evaluation Report	7.2.2	<b>✓</b>	09.doc File desc: Rapport evaluation post
20	1 OST ITHIOGUCTION EVALUATION REPORT	1.2.2		introduction Pentavalent
				Date/time: 23/05/2012 07:00:06

				Size: 1000960
21	compte_rendu_réunion_CCIA_demanda nt_prolongation_nouveau_vaccin	7.8	*	Rapport_Réunion_CSSS_Approbation_RSA _2011_210512B.pdf  File desc: Description du fichier  Date/time: 23/05/2012 10:37:15
				Size: 3082372
				AUDIT EXTERNE RSS SSV.docx.pdf
22	External Audit Report (Fiscal Year 2011) for HSS grant	9.1.3	X	File desc: Description du fichier
				Date/time: 23/05/2012 10:27:21
				Size: 92628
				Revue_Santé.pdf
23	HSS Health Sector review report	9.9.3	×	File desc: Description du fichier
				Date/time: 23/05/2012 11:21:07
				Size: 60990